

3€

regards

AVRIL-MAI 2020

**COVID-19 :
LA CRISE TOTALE**

Les Éditions Regards
242, boulevard Voltaire, 75011 Paris
redaction@regards.fr

Direction

Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique

Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction

Pablo Pillaud-Vivien, Pierre Jacquemain,
Loïc Le Clerc, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Gildas Le Dem,
Catherine Tricot, Laura Raim,
Marion Rousset, Jérôme Latta

Administration et abonnements

Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Publicité

Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards

**Directrice de la publication
et gérante**

Catherine Tricot

Photo de couverture CC

SOMMAIRE AVRIL MAI

COVID-19 : LA CRISE TOTALE

CECI EST UNE CRISE POLITIQUE

- ◆ **Dépassés, faisons table rase**
- ◆ **Coronavirus : pendant... et après**
- ◆ **Covid-19 : la gauche doit gagner la bataille du récit**
- ◆ **Covid-19 : nous payons l'aveuglement à l'égard de l'écologie**

CECI EST UNE CRISE DE L'(IN)ÉGALITÉ

- ◆ **La faim justifie les moyens**
- ◆ **Esther Benbassa : « En période de crise, les minorités disparaissent – et les femmes avec »**
- ◆ **TRIBUNE. La colère des quartiers populaires est légitime**
- ◆ **Hocine Tmimi : « Les quartiers populaires vont payer un lourd tribut au coronavirus »**
- ◆ **Derrière la « continuité pédagogique », les inégalités**
- ◆ **Pourquoi les corps subalternes sont-ils toujours déshumanisés ?**

CECI EST UNE CRISE DU CAPITALISME

- ◆ **TRIBUNE. Coronavirus : le capitalisme est exsangue, vive l'écoféminisme !**
- ◆ **Planifier : le mot et la chose**
- ◆ **Malika Zediri : « On va rentrer dans une période où ça va licencier à tour de bras »**
- ◆ **Samuel Churin : « Il faut arrêter avec cette politique de l'emploi à tout prix »**
- ◆ **Face au Covid-19, les économistes orthodoxes ne se repentent pas**



CECI EST UNE CRISE POLITIQUE

Dépassés, faisons table rase

La crise actuelle liée au Covid-19 révèle la fragilité de nos sociétés. Mais rien n'indique qu'au jour d'après, tout ne recommencera pas comme auparavant. Pour s'en assurer, les propositions ne peuvent être des demi-mesures. C'est en tous les cas l'avis de Pablo Pillaud-Vivien et Paul Elek.

Malgré les alertes répétées de la communauté scientifique devenues de plus en plus pressantes ces dernières années, nous perpétons, avec une grisante mais criminelle insouciance, la destruction de notre écosystème. Las, tous les indicateurs de la pollution atmosphérique, de la qualité de la biodiversité ou de la santé des biotopes et des biocénoses, sont dans le rouge. Aucun horizon d'amélioration ou même de limitation du désastre ne semblent poindre. Le transport, no-

tamment aérien, ne cesse de s'accroître et ne devrait pas connaître de baisse de régime de sitôt, la demande énergétique mondiale ne connaît aucun fléchissement, l'arrogance extractiviste continue, perdue dans ses illusions d'abondance. À cela, s'ajoute cette incroyable propension des humains à vivre dans des sociétés qui n'ont aucunement résolu la question de leur vivre-ensemble harmonieux, qui ploient sous des inégalités et des dominations de tout ordre qui créent

de terribles fractures. Dans leur cortège viennent jaillir haine et ressentiment, prêtant main forte aux projets autoritaires et xénophobes, toujours en embuscade. Dans ce sombre tableau, la vie continue nolens volens, sous le diktat de l'appartenance sociale, du lieu de naissance, des dispositions psychologiques et de la capacité - ou l'incapacité - à se projeter dans un avenir. Dans ce maelstrom de paradoxes et d'absurdités volontaires imbriqués les uns dans les autres, quel sens donner au progrès lorsque, englouti dans l'effroyable essor du capitalisme mondialisé, il menace aujourd'hui tout à la fois le vivant et l'humanité ?

CRISE SANITAIRE OU CRISE DU SYSTÈME ?

L'avènement de l'épidémie de Covid-19 montre aujourd'hui, qu'au-delà de la crise sanitaire mondiale qu'il provoque, nos sociétés contemporaines sont des colosses aux pieds d'argiles dont le déraillement ébranle l'ensemble des constructions humaines. Au même moment, le vivant menacé d'extinction fait preuve d'une résilience loin d'être à toute épreuve. Pendant qu'une partie de l'humanité se confine, le ciel chinois se dégage, les dauphins jouent à nouveau dans les ports en Sardaigne, les sangliers rentrent dans Ajaccio, les coyotes se baladent à San Francisco, l'eau de Venise retrouve sa diaphanéité. Nos avènements se joueront dans la disparition de l'un ou l'autre ?

Systèmes politiques et démocratiques, équilibres économiques et financiers précaires, rapports genrés, raciaux et de domination, tout est mis à nu et se transforme par l'action d'une particule microscopique. Mais si tous peuvent en être frappés, nous ne sommes pas à égalité face à cette pandémie : la bourgeoisie est d'ailleurs bien la seule à pouvoir proclamer la fallacieuse unité de toutes et de tous. Aux premiers rangs des exemptés de confinement, les personnels de supermarché, les éboueurs, les routiers, les personnels soignants, les livreurs, les travailleurs des multinationales cupides, restent en poste. Double peine donc pour ceux qui subissent la contrainte économique ou plutôt pour celles, les femmes étant surreprésentées dans les services et les activités désormais considérées comme essentielles. Dans la reductio ad residentiam des nouveaux légionnaires du télétravail, les mêmes inégalités et les mêmes oppressions subsistent. Entre vivre à cinq dans un deux pièces de 28m² en rez-de-chaussée ou dans un penthouse à terrasses de 130m², le bonheur se calcule-t-il au prix du mètre carré ? A l'heure du rétrécissement de l'espace vital accessible, les violences conjugales explosent, et le domestique, débarrassé de sa façade privée, ressurgit comme politique. Quant aux usual suspects, leur confinement aura la même saveur. Pour les habitant.e.s des quartiers populaires, il rime encore avec matraque. Dans son

sillage, le Covid-19, invisible objet, provoque un dévoilement inégalable des persistance et des transformations de l'enfer des structures humaines.

LA PUISSANCE D'HIER, L'IMPUISSEANCE D'AUJOURD'HUI

Si l'inquiétude des populations face à la pandémie est légitime eu égard à sa gestion catastrophique, elle s'égare dans des affects dévastateurs bien au-delà du raisonnable. Pourquoi les plus de huit millions de personnes qui meurent chaque année de la pollution dans le monde, réalité comptable bien plus conséquente que l'adversaire invisible du jour, n'ont pas suscité un quart de la réaction actuelle dans les démocraties occidentales ? N'adviennent-elles pourtant pas du fait de la même dramatique organisation mondiale ? C'est que le tragique de la situation se renforce par l'apparition sur le devant de la scène de deux contradictions majeures qui viennent fracasser la mythologie occidentale.

Dans sa projection sur la scène internationale, l'Occident n'a cessé de faire l'étalage de sa puissance. Voilà qu'aujourd'hui, l'état de crise laisse deviner sa fragilité. Pire, c'est le modèle néolibéral que le vieux continent et ses alliés outre-Atlantique n'ont cessé de vouloir exporter qui semblent responsables de cette précarité qu'annonce le recours à l'état d'urgence, au registre de l'exception.

Fallait-il un lot quotidien de décès pour que nous prissions la mesure de l'état de déliquescence de notre système de santé, et ce malgré les alertes, elles aussi nombreuses ? Le drame survient finalement dans ce scénario d'apparence apocalyptique car l'infiniment petit est venu bouleverser l'immensité de la production culturelle humaine, révélant au passage l'artificielle séparation entre nature et culture sur laquelle repose nos sociétés. Le virus a frappé dans un angle mort de notre pensée.

LE COVID-19, HYBRIDE LATOURIEN PAR EXCELLENCE

A ce titre, le Covid-19 n'est-il pas un redoutable exemple d'hybride tel que l'entend Bruno Latour dans *Nous n'avons jamais été modernes* (publié aux éditions La Découverte en 1991) ? Ni entièrement politique, ni totalement scientifique, le voilà objet inclassable ! Mieux : il est un double hybride puisque l'appartenance même des virus au monde du vivant est toujours débattu - ni totalement vivant, ni totalement inerte en somme. Phénomène d'apparence naturelle échappant subitement à la science et la technique, le virus mobilise aujourd'hui des ressources économiques, politiques et culturelles exceptionnelles. En quelques mois, cette particule infectieuse a ainsi d'ores et déjà provoqué les plus démentielles prises de décisions politiques et économiques (confinement,

fermetures des frontières, arrêt partiel de l'économie, report voire annulation du second tour des élections municipales...) depuis les dernières guerres mondiales. À ce titre, elle offre une démonstration fulgurante de la ruine de notre modèle et il ne faut pas regretter qu'elle ait forcé la main des dirigeants comme aucun mouvement social ou politique jusqu'à présent. Qui pouvait appréhender jusqu'à présent l'improbable lien qui semble unir aujourd'hui le pangolin, la salive, l'Asie du sud-est, le gel hydroalcoolique, l'Italie du nord, l'économie mondiale, les violences sexistes et sexuelles et les inégalités sociales ? Dans l'expression enfin visible du réseau complexe d'interconnexions qu'humains et non humains partagent, se trouve la condition de possibilité d'un jour d'après sans précédent.

Pour répondre à la crise et s'assurer que demain ne ressemble pas à hier, la société civile organisée, les syndicats et notre camp social multiplient les contributions salutaires. Défaire celles et ceux qui voudraient nous faire payer les années d'errements de leur idylle néolibérale est, avec raison, le premier pas dans cette démarche. Reconnaître notre égarement productiviste et les angles morts de notre pensée de l'émancipation en constitue, sans aucun doute possible, le second. Pour que s'éclipsent les eaux glacées du calcul égoïste et l'hégémonie qu'elles conservent, l'alternative proposée doit relever du spectaculaire. Les relances keynésiennes, le rafistolage de l'hôpital

public et l'assouplissement de la dictature du marché ne suffiront pas. Dans la perspective d'un nouveau rapport au vivant, la situation actuelle d'arrêt partiel des nombreuses activités énergivores et polluantes, imposée par la force des choses, n'est d'ailleurs pas un modèle d'avenir désirable. Empêcher les individus de se déplacer, leur interdire de pratiquer des activités de groupe ou de foule, d'aller au théâtre ou au cinéma, d'aller boire un verre ou de partager un repas en famille, fermer des pans entiers de l'économie limitent certes notre impact sur les écosystèmes mais ne peut en aucun cas constituer une fin en soi. La situation actuelle n'est pas le résultat de l'intervention d'un choix politique réfléchi, interrogé, et décidé démocratiquement. Si cette crise est donc la démonstration d'un possible, à la vue des respirations écologiques provoquées par le coronavirus, tout reste à conquérir pour l'imposer au moyen de tris, d'évaluations, d'expérimentations et de propositions qui seront difficiles à faire émerger. Les thuriféraires du progrès réactionnaire, ceux qui nous expliquent que l'on peut se protéger d'une avalanche avec un parapluie, s'arc-boutent d'ailleurs sur l'idée d'un rebond post-confinement, d'un retour à la croissance, faisant état de la résilience de la doxa capitaliste dans les pensées.

EFFONDRONS-NOUS ?

Pour engager cette bataille sur la redéfinition des besoins authentiques ou radicaux chers à André Gortz et Agnès

Heller¹, il faut aussi douter que l'avènement d'un nouveau genre humain, libéré de la marchandise et des dominations, et plus soucieux de son rapport à l'environnement suffira également à résoudre notre épineuse situation. Face à cet immense défi, nous avons besoin d'un nouveau pari anthropologique qui questionne l'ensemble de nos conceptions scientifiques, politiques et sociales et des barrières que l'on dresse entre elles. Naufragés sur notre radeau, notre premier réflexe est de se raccrocher aux concepts forgés par l'immense histoire sociale et politique dont nous avons hérité. Si ranger au placard le productivisme apparaît enfin comme essentiel pour de plus en plus nombreuses organisations, ce que nous ne réalisons pas encore, c'est que pour éviter la reproduction d'événements cataclysmiques et pour fonder le renouvellement idéologique qui nous sera nécessaire, il faut réaliser l'effondrement de toutes nos vieilles structures de pensées. Emprisonnés dans un anthropocentrisme étroit, les règnes du positivisme et du matérialisme vulgaires nous ont condamnés jusque là à négliger la question même de l'habitabilité de notre environnement. Ne résonnant qu'au travers d'un logos excluant les réalités non dotées de paroles, nous avons fondé notre propre aveuglement à ces phénomènes d'hybridation qui ne se


résument pas au Covid-19.

La proposition de Bruno Latour d'un « Parlement des choses » qui permettrait de représenter les quasi-objets, c'est-à-dire les réalités non-humaines qui existent déjà comme acteurs de nos interactions sociales et comme produits de la parole scientifique, doit être réfléchie et réappropriée. Ambitieuse, elle repose sur le dépassement de la coupure épistémologique actuelle entre science et politique. C'est une des nombreuses révolutions mentales dont nous avons besoin pour renouveler notre conception du monde et notre projection en son sein. De ces transformations peuvent naître l'opportunité de repenser ce qu'il est nécessaire de satisfaire ou d'abandonner. À la lumière de cette intégration d'un nouveau rapport nature/culture que peuvent émerger de véritables nouvelles propositions.

Karl Marx annonçait déjà qu'« une révolution radicale ne peut être que la révolution des besoins radicaux »² ; reste donc à les définir collectivement, sans opposer faits scientifiques et valeurs politiques, sans effacer les besoins particuliers à la faveur d'un désir majoritaire aveugle, sans qu'ils redonnent lieu à une domination de la nature par l'humanité. À nous également de faire des propositions qui viennent ébranler les traditions de la lutte politique. Quels procédés

1. Voir à ce propos l'excellent livre de Razmig Keucheyan, *Les besoins artificiels, Comment sortir du consumérisme*, Editions Zones, 2019

2. Karl Marx, *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel, Introduction*, 1844



démocratiques pour harmoniser intérêts humains et intérêts naturels ? Qui pour porter la parole pour les seconds ? Repenser nos certitudes nous amènera inévitablement à questionner par exemple d'autres couples forgés dans la pratique. Comment peut-on réconcilier la figure du producteur et celle du consommateur, aujourd'hui monades séparées ? Les nouvelles pratiques écologiques de mobilisation et de consommation mettent déjà en cause ce schisme incapacitant. Enfin, puisque que seul un travail collectif pourrait affronter l'ampleur du chantier de l'avenir immédiat, posons-nous la question : peut-on continuer à lutter diminué, frappé par l'hémiplégie que produit la division factice entre action sociale, action politique et action de solidarité concrète ?

Bruno Latour a raison : « L'apocalypse, c'est enthousiasmant ! », surtout quand, loin des scénarios cauchemardesques que l'on nous promet, elle est une occasion inespérée de se réinventer. Sic incipit gloria mundi.

● **PABLO PILLAUD-VIVIEN, PAUL ELEK**

Coronavirus : pendant... et après

Les sondeurs ne sont que des faiseurs d'opinion, disent souvent les sociologues. Les sondages n'en sont pas moins des indicateurs utiles, si on les manie avec prudence.

**La pandémie actuelle a multiplié les études.
Que nous disent-elles ?**

Ces études nous redisent d'abord l'évidence : les Français sont inquiets. Ils le sont massivement pour eux-mêmes et pour leurs proches ; ils le sont tout autant pour la santé économique du pays. Si à peine un peu plus de la moitié des interrogés (OpinionWay, 3 avril) pensent que leur situation personnelle va se dégrader, 9 sur 10 estiment que ce sera le cas pour l'économie française dans son ensemble. L'inquiétude n'est pas qu'à court terme : pour BVA (3 avril), les deux tiers des sondés pensent que les effets de la crise se prolongeront au-delà de 2020.

S'il y a quasi-consensus sur l'inquiétude, le dissensus réapparaît sur les autres points. L'union sacrée de temps de guerre ne fonctionne pas. Pour OpinionWay, la confiance dans l'exécutif pour limiter les effets de l'épidémie est passée de 53% le 23 mars à 44% le 3 avril. La Sofres de son côté mesure un équilibre parfait de la confiance et de la défiance (47%). Mais depuis la fin mars, l'exécutif semble avoir quelque peu redressé la barre. Pour la Sofres, le redressement est même spectaculaire : la confiance serait passée de 28% en mars (avant le confinement) à 47% en avril.

Inutile donc de chercher des indications univoques. Les trois quarts des sondés (Elabe, 24 mars) pensent que la France n'est pas prête à faire face à l'épidémie, ils sont autant à estimer que le gouvernement a trop tardé et la moitié pense que le dossier dans son ensemble est mal géré par l'État. De son côté, l'Ifop (3 avril) relève que près des trois quarts des personnes interrogées sont persuadées que le gouvernement a volontairement « caché certaines informations ». Mais paradoxalement, la cote de confiance globale de l'exécutif est mesurée à la hausse par plusieurs instituts, que ce soit face à la crise sanitaire (+12% de satisfaits pour Odoxa, 1er avril) ou de façon plus générale (+10% pour Elabe, 2 avril). En fait, la défiance pèse, mais elle n'est pas réservée au seul exécutif.

COMPLEXITÉ

La Sofres vient de publier (2 avril) un sondage jugeant le regard porté sur les personnalités politiques face au virus. La seule qui recueille un peu plus d'un quart de réponses positives est Olivier Véran, qui bénéficie sans doute de son statut de médecin tout autant que de sa fonction de ministre. Sur 29 noms testés, six seulement franchissent la barre des 15% et seize sont au-dessous des 10%. En sens inverse, sept personnalités concentrent plus de 30% d'opinions négatives.

Quand bien même on n'est guère convaincu par l'action de l'exécutif, aucune personnalité n'émerge pour l'ins-

tant comme incarnant une alternative crédible sur la question du coronavirus. Parmi celles et ceux que l'on place généralement au tout premier plan, Xavier Bertrand se contente d'un modeste 14% d'opinions favorables, Marine Le Pen de 13% et Jean-Luc Mélenchon est plus loin derrière avec seulement 8%.

Dans l'ensemble des sondages, la répartition des réponses selon le positionnement politique déclaré des sondés est sans doute plus intéressant que les chiffres globaux. Si l'on considère les cotes de confiance des chefs de l'exécutif, on constate dans toutes les enquêtes récentes que l'amélioration de leur image se fait avant tout du côté de leur noyau d'influence, à droite et chez les sympathisants LREM. Du côté des siens, la crise sanitaire permet à la tête de l'État de compenser les flottements provoqués par la gestion erratique et intransigeante de la réforme des retraites. L'étude de la Sofres évoquée ci-contre confirme ce resserrement des noyaux électoraux provoqué par la crise actuelle. Véran et Le Maire attirent sur leur nom une nette majorité des sympathisants LREM. Dans une moindre mesure, M. Le Pen continue de fidéliser son électorat, qui apprécie sa gestion du moment de crise. Un peu en retrait, mais à un niveau appréciable (41% et 37%), X. Bertrand et Ch. Lagarde fidélisent sur leurs noms les électeurs LR.

Si le tableau ci-contre révèle un problème, c'est incontestablement à gauche. De ce côté-là, les sympathi-

Jugements sur l'attitude des personnalités politiques face à l'épidémie de coronavirus (Sofres, 2 avril)								
					Sympathisants : bonne opinion			
	Bonne	Mauvais e	Ni bonne ni mauvais e	Ne sait pas	Gauche	LREM	LR	RN
Olivier Véran	27	20	27	26	24	65	37	14
Bruno Le Maire	18	23	36	23	15	57	33	7
Jérôme Salomon	17	15	28	40	15	42	20	8
Nicolas Hulot	16	18	38	28	23	19	15	13
Christine Lagarde	16	21	34	29	13	32	41	6
Christophe Castaner	15	35	32	18	13	47	18	6
Jean-Michel Blanquer	15	24	34	27	9	52	21	6
Xavier Bertrand	14	15	38	33	13	24	37	7
Jean-Yves Le Drian	14	17	37	32	13	39	22	2
Marine Le Pen	13	37	30	20	6	4	14	45
Gérard Darmanin	12	24	32	32	6	48	21	3
Nicolas Sarkozy	11	20	39	30	8	18	28	13
Anne Hidalgo	9	26	37	28	18	20	15	5
Valérie Pécresse	9	21	37	33	9	15	30	3
Muriel Pénicaud	9	30	29	32	5	31	15	3
Rachida Dati	8	23	40	29	9	9	24	6
François Hollande	8	24	39	29	18	7	5	6
Marlène Schiappa	8	29	32	31	8	28	13	3
Jean-Luc Mélenchon	8	34	33	25	18	6	8	7
Laurent Berger	7	16	36	41	9	17	7	2
Elisabeth Borne	7	21	31	41	5	26	8	2
Gérard Larcher	7	23	34	36	5	15	22	5
Christian Jacob	6	19	34	41	4	12	21	2
François Bayrou	6	21	41	32	7	16	4	4
Ségolène Royal	6	33	34	27	14	6	5	5
Sibeth Diaye	6	40	24	30	5	26	6	3
Agnès Buzyn	6	46	25	23	9	17	7	3
Olivier Faure	5	18	35	42	7	12	6	3
Philippe Martinez	5	31	29	35	11	1	5	3

sants se dispersent sur plusieurs noms, le seul franchissant la barre des 20% en dehors d'O. Véran étant N. Hulot. A. Hidalgo est nettement derrière avec 18% des sympathisants de gauche, tout comme J-L. Mélenchon pourtant très présent sur le terrain médiatique.

Dans un contexte de crise, ces indications doivent certes être relativisées par leur nature – la limite de la méthode du sondage. Mais il est difficile de ne pas voir qu'elles recoupent d'autres données qui, elles, peuvent difficilement être contestées. En avril 2017, le premier tour de la présidentielle révélait, tout à la fois, une gauche globalement fragilisée par l'effondrement du PS et une répartition de l'essentiel de l'électorat en quatre blocs regroupés sur les noms de Macron, Le Pen, Fillon et Mélenchon.

Les élections suivantes, jusqu'aux européennes de 2019, ont montré le recul de deux des blocs, celui de la droite classique et celui de la France insoumise et du PCF. Tout s'est passé comme si l'électorat s'était décanté en mettant en avant le duopole d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen, l'un incarnant un projet centré sur les notions d'ouverture et de compétitivité, l'autre cristallisant sur son nom un modèle structuré par les notions de protection et de clôture.

Par ailleurs, l'évolution générale du champ sociopolitique – avec notamment la percée du mouvement des Gilets jaunes – a donné un peu plus

de poids à l'idée de la grande fracture française, opposant le monde des « in » (élites et couches moyennes supérieures « métropolisées ») et celui des « out » (couches populaires « périphériques »). Pour de nombreux analystes, ce clivage tend à se substituer à celui de la gauche et de la droite, ce que démontrerait le recul simultané des anciens partis dits « de gouvernement » (PS et LR). Sans doute y a-t-il dans cette image complaisamment reprise une illusion d'optique. Le déclin du clivage fondateur est en fait unilatéral. Une partie de la droite se déplace vers le macronisme et, de ce fait, l'effondrement se trouve moins du côté du binôme historique que de celui... de la seule gauche. La disparition présumée du conflit droite-gauche inscrite dans les suffrages exprimés n'était rien d'autre que l'effacement de la gauche réduite à un gros quart ou à un petit tiers des votes.

C'est par-là que nous en revenons à nos données de sondage. Si ne se relance pas une dynamique associant la structuration d'un mouvement populaire critique – la figure moderne de ce que fut le mouvement ouvrier – et l'élan d'une gauche refondée, le risque peut être immense. Il se pourrait en effet que la place soit laissée libre aux deux projets précédemment énoncés, tous deux minoritaires dans l'opinion (Macron-LREM comme Le Pen-RN), mais suffisamment regroupés autour d'un noyau stabilisé pour ordonner autour d'eux

des regroupements majoritaires de second tour. L'ainsi nommé « dégagisme » n'a terrassé que la gauche. Pour l'instant, le piège du duo infernal Macron-Le Pen n'est pas écarté.

CONTRADICTION

Si ce risque est réel, nous serions devant une contradiction inédite. D'un côté, le mouvement des Gilets jaunes et la mobilisation contre la réforme des retraites ont été les manifestations spectaculaires d'un regain incontestable de la conflictualité sociale. De l'autre côté, la crise du coronavirus, ses effets immédiats (la hausse nécessaire de la dépense publique) et ses conséquences prévisibles à plus long terme sont vraisemblablement en train de remettre sur le tapis quelques grands débats, longtemps laissés dans l'ombre et, pour certains, déjà relancés par la colère sociale depuis plus d'un an.

Entre le 18 et le 23 mars derniers, l'institut Viavoice a réalisé pour Libération un sondage sur le thème « Coronavirus. Quel monde d'après ? ». Les résultats des réponses ont nourri une synthèse ramassée de façon simple : « aspiration majoritaire à un autre monde ». Des majorités substantielles, entre les deux tiers et les trois quarts, parfois au-delà, se sont retrouvées autour d'items éclairants : « créer une vraie puissance européenne », « relocaliser en Europe le maximum de filières de production », « ralentir le productivisme et la recherche de rentabilité », « réduire l'influence de la

finance et des actionnaires », sanctuariser « les biens communs indispensables à tous ».

La gauche est donc devenue ultra-majoritaire ? Que nenni ! Quand on demande aux enquêtés qui peut permettre d'aller « vers un monde avec de nouvelles règles de gouvernance et économiques », le classement des choix est significatif : Hulot (39%), Macron (33%), Philippe (32%), Sarkozy (sic : 32%), Le Pen (30%), Hollande (20%), Maréchal (20%), Royal (17%), Jadot (17%) et Mélenchon (16%). Écartez les noms qui apparaissent comme plus symboliques que présidentiellement crédibles. Qui reste en lice dans le bloc des 30% et plus ?

Nous revoilà donc devant le paradoxe qui nous hante depuis des mois et des mois. À la différence des grands moments qui ont porté l'histoire du mouvement populaire français et de la gauche, nous pourrions nous trouver devant une équation surprenante : des mouvements sociaux massifs et une percée d'idées qui sont au cœur de la culture de gauche, sans que la gauche apparaisse comme étant la mieux à même d'impulser la mise en œuvre de ces idées. Sans doute parce qu'il ne suffit pas que des mots retrouvent de la vigueur : encore faut-il qu'ils soient raccordés à des projets cohérents, à des grands récits attractifs et à des constructions politiques solides et partagées. C'est là que le bât blesse. À suivre, donc...

● ROGER MARTELLI



Covid-19 : la gauche doit gagner la bataille du récit

Alors que le jour d'après est sur toutes les lèvres, la bataille sur le sens de cet épisode épidémique et sur les développements du monde à venir est déjà à l'oeuvre. Pour Hadrien Bortot, politiste et membre du Conseil National du PCF, la gauche est trop silencieuse pour relever ce défi, en faisant comme si la solidarité allait de soi en sortant de cette épreuve.

Le confinement est pour beaucoup une épreuve. Cet enfermement individuel mais synchronisé peut être source d'angoisses. C'est un accélérateur de solitude où chacun des contacts avec autrui et l'extérieur passe par la technologie. Téléphone, ordinateur, télévision sont devenus encore un peu plus notre seule fenêtre sur l'extérieur. Le risque est grand que demain, des barreaux y soient dressés. Tracking, surveillance généralisée,

nous sommes au bord d'un précipice qui n'a rien d'une révolution virale. Pour autant, le discours de gauche sur les libertés publiques est bien peu actualisé. Cette période provoque des comportements individuels qui forcent au repli sur soi et sur sa sphère privée, en réduisant le champs des interactions sociales et en augmentant la segmentation du regard, de plus en plus canalisé par les réseaux sociaux, la télévision et tout ce

qui nous concentre sur du déjà vu et du déjà connu. L'épidémie nous fait également déployer des mécanismes de survie, actualisés par les films à scénario catastrophe et de nombreux développement de la pop culture autour de la fin du monde : de l'accumulation compulsive des premiers jours à la fuite de celles et ceux qui le peuvent vers des lieux où passer un confinement plus doux. Nous avons vécu une stigmatisation de l'ensemble de ces comportements qui ont été très vite la cible de reproche gouvernementaux et médiatiques, pour susciter la division entre les confinés.e.s.

QUI CROIRE ?

Dans cette période, les médias et la communication qui font d'ordinaire notre quotidien prennent une place de plus en plus grande dans la construction de notre manière de percevoir l'extérieur, tant et si bien que notre rapport à la réalité ne passe plus par les faits, mais par ce qu'on nous dit des faits. Ce monde où l'expérience n'a plus sa place met en scène fake news et hyper communication gouvernementale. Comment vérifier ? Qui croire ? Les quartiers de Marseille et de Seine-Saint-Denis sont-ils les ruches qu'on nous décrit ? La rue Montorgueil est-elle pleine de promeneurs ? Le personnel soignant a-t-il assez de masques et de sur-blouses comme l'affirme le Ministre de la santé ? Nous n'avons plus les moyens de construire un rapport sain et équilibré au réel, nous sommes enfermés dans l'incertitude et

dans une lutte des discours anxiogènes. C'est un monde étrange qui se déploie sous nos yeux dans ce contexte du chacun chez soi. La surveillance et la limitation des déplacements, tout comme l'auto-autorisation de sortie construisent une société policée où chacune et chacun est responsable d'abord devant lui-même de la santé collective, et ensuite devant la loi. La pression morale et politique incombe à l'individu vecteur de l'épidémie, nous sommes toutes et tous appelés.e.s à nous considérer comme des soldats pris dans une guerre avec ses héros, ses planqués, ses victimes.

LES HÉROS D'AUJOURD'HUI L'ÉTAIENT DÉJÀ HIER

Ce monde de silence, de masques, de précautions dissimule les oppressions qui se poursuivent : les violences sexistes qui explosent, l'engrenage d'un racisme structurel allant des contrôles de police abusifs à la stigmatisation télévisuelle des quartiers populaires qui ne respecteraient pas le confinement, l'exploitation capitaliste séparant les cadres bien confinés d'un prolétariat exposé à tous les risques pour remplir souvent des missions qui n'ont d'essentiel que le gain économique.

Et puis dehors, il y a le monstre. Cette maladie quasi mythique, hydre au nombre incalculable de têtes, dragon qui terrorise le monde entier, auquel font face les soignants.e.s et toutes celles et tous ceux qui concourent au bien-être collectif. Ils et elles sont les héros et les

héroïnes désigné.e.s par les média et les politiques alors qu'hier ils étaient largement ignoré.e.s. Gilets jaunes, grévistes de l'hôpital public, mobilisé.e.s des Ephad, manifestantes et manifestants pour une autre réforme des retraites, toutes et tous ont été méprisé.e.s par le pouvoir qui ne se montre aujourd'hui capable que d'une reconnaissance individualiste par la mobilisation de clichés sur l'héroïsme. Où étaient passée cette reconnaissance quand depuis des mois ces mêmes héros et héroïnes demandaient une revalorisation de leur travail et de la considération qui leur est due ?

NE PAS SE CONTENTER DE VAINES PAROLES

Alors, il s'agit peut être d'un moment formidable qui permettra à chacune et à chacun de prendre conscience de ce qui nous est essentiel et donc de ce qui devrait nous être commun. Cela pourrait également permettre de mettre en lumière celles et ceux qui prennent soins du collectif. N'oublions pas cependant que des discours similaires ont déjà été tenus au lendemain des attentats de 2015 sur la mobilisation exemplaire du personnel soignant. Soyons sans naïveté, nous n'apprenons pas des crises.

Cette crise sanitaire n'est pas différente de la crise écologique dont nous avons conscience depuis plus de 20 ans. Nous avons pêché par la même non prise en compte du risque, par le même recours au marché pour vaincre la crise, et par la même absence de réaction construite collectivement. Demain, certain.e.s feront la promotion de l'adaptation au risque sanitaire, sans s'attaquer aux causes (mondialisation, faiblesse des structures de santé, défaut de protection sociale dans de nombreux pays), et nous vendrons des solutions inadaptées : régime d'assurances privées, privatisation de la santé pour créer des hôpitaux basé sur des fondations formidables outils de défiscalisation, un nouveau régime d'exception sanitaire permettant la limitation des libertés publiques pour lutter contre la propagation des épidémies.

ENTRE SIDÉRATION ET SOLIDARITÉ

La bataille qui doit nous animer est de réussir à influencer sur la lecture de ce nouveau mythe collectif pour contrer ces plans. L'épidémie ne fait aujourd'hui qu'exacerber les traits de l'individualisme contemporain et de la société qui l'accompagne. Il pourrait demain servir

l'expansion d'un néolibéralisme encore plus prédateur et s'accordant à merveille d'une société de contrôle, ayant mis la technologie au service d'une surveillance généralisée. L'extrême droite européenne ne s'y est pas trompée, de Salvini à Le Pen, elle a déjà tracé les lignes du monde d'après, mise au pas de l'Union européenne comme outil des nationalismes européens, fermeture des frontières, stigmatisation des étrangers et des populations issues de l'immigration.

Nous nous trouvons dans cette tension entre la sidération et la solidarité, entre de nouveaux moyens pour l'hôpital public et la généralisation du tracking (technique qui vise à suivre les déplacements des citoyen.ne.s par leur téléphone portable), entre les applaudissements aux fenêtres les soirs à 20h et la loi d'urgence sanitaire qui vient porter un coup sans précédent au droit du travail.

LE MONDE D'APRÈS NE VA PAS DE SOI

Cette épidémie ne nous débarrassera pas du capitalisme, le monde d'après ne va pas de soi. Construire un monde plus juste qui soit libéré des oppressions où l'humain serait au centre de l'attention

passera par la bataille du récit et de l'unité dans le combat émancipateur. Il ne s'agit pas seulement que séparément chaque chapelle de gauche intègre dans son logiciel la question du soin. Comme pour la lutte contre le péril écologique, les intérêts capitalistes liés à la mondialisation et le rapport de force trop déséquilibré doit conduire à un combat commun.

Cette crise et le mythe qui l'accompagne pourraient nous mettre face à un précipice immense si la gauche ne se lance pas dans cette bataille. Déconstruire, inventer, rassembler doivent être les maîtres mots de la période à venir. En effet, si celles et ceux qui croient au progrès et à la possibilité d'un monde construit sur de nouvelles bases n'œuvrent pas ensemble, nous nous exposons au déploiement d'une stratégie du choc, glaçante et implacable, emportant droit du travail, mécanismes de solidarités et libertés publiques.

● **HADRIEN BORTOT**

Covid-19 : nous payons l'aveuglement à l'égard de l'écologie

Le Covid-19 est une grande répétition. Oui, la pandémie nous plonge brutalement dans la série des catastrophes en chaîne qui nous attendent avec les dérèglements du climat et de l'écosystème, bien nourris par la globalisation néolibérale.

Les écologistes alertent depuis longtemps mais l'aveuglement dogmatique des dirigeants, obsédés par le monde marchand, la santé financière, les normes de compétitivité, est tel que nous n'avons pas organisé la réponse par un changement profond de modèle de développement. Ce n'est pas faute d'avoir dit, manifesté, pétitionné dans tous les sens. Nous avons hurlé dans le désert idéologique des dirigeants des quatre coins du monde qui, au mieux, se sont parés d'une écologie de communication, au pire, ont assumé leur climatoscepticisme. Nous voici tragiquement à l'heure des comptes.

Quel est le lien entre l'écologie et le coronavirus ? Les informations sur le sujet circulent un peu partout mais je les résume – n'étant pas du tout spécialiste, je brosse ici à grands traits ce que j'ai lu de dans Le Monde, sur le site de France Culture et surtout sur reporterre.net. Pas

la peine d'aller imaginer un complot de laboratoire ou de l'armée américaine ! Il se trouve que, depuis les années 1940, on observe une augmentation régulière et significative du nombre d'épidémies dites d'émergence. Comme le Covid19, plus de 60% de ces maladies infectieuses sont des zoonoses, c'est-à-dire qu'elles sont issues d'animaux. Ces maladies (H5N1, SRAS, Ébola...) proviennent d'interactions entre les humains, les animaux et leur environnement. On connaît le schéma : la population augmente, empiète sur les habitats naturels, contracte de nouveaux agents pathogènes qui mutent, s'adaptent aux humains, puis se propagent.

De plus en plus de scientifiques mettent en cause la déforestation et la pollution atmosphérique dans la propagation du coronavirus. Les chauves-souris, qui vivent dans les forêts, sont soupçonnées d'avoir transmis des maladies à des ani-

maux domestiques mais également à d'autres animaux sauvages, comme le désormais célèbre pangolin. Cet animal à écailles, braconné en Chine et ailleurs, et qui se retrouve sur certains marchés très lucratifs, est montré du doigt dans le cas du Covid19.

Par ailleurs, les premiers foyers épidémiques se sont déclarés en Chine, en Iran et en Italie du Nord, des zones très polluées. Ce n'est pas un hasard, nous dit la chercheuse italienne Isabella Annesi-Maessano. La pollution est porteuse du virus parce qu'une contamination par aérosol est possible, même si la transmission de la maladie se fait principalement par gouttelettes. Les chercheurs de la société de médecine environnementale italienne ont montré que les cartes des zones les plus polluées recoupent celles du virus, là où le nombre de morts est le plus élevé. Il faut savoir que la pollution nous rend plus

sensible aux infections. Les problèmes s'enchaînent...

L'enseignant-chercheur à l'Institut de biologie structurale de Grenoble, Emmanuel Drouet, prévient : « L'émergence de nouveaux agents infectieux pourrait augmenter dans les années à venir », si l'on ne contient pas les flux de déplacements humains et commerciaux, si l'on ne modifie pas l'usage des sols, si l'écosystème continue d'être si perturbé par l'activité humaine. De nombreuses infections sont étroitement liées aux températures et au taux d'humidité. Avec le réchauffement climatique, les moustiques peuvent amener dans de nouveaux territoires des maladies comme le Chikungunya ou la dengue. Le dégel des sols en zones arctiques menace de libérer des gaz à effets de serre, comme le méthane, susceptibles de réveiller des bactéries ou des virus oubliés, comme la variole.

Pour appréhender ces menaces sérieuses, imminentes et massives, nous avons d'abord besoin d'une recherche scientifique plus importante et non soumises aux impératifs de rentabilité financière, aux lobbys économiques. Ces derniers temps, les arbitrages dans ce domaine ont été désastreux, pour ne pas dire criminels. Des projets de recherches sur les « pan vaccins » existaient mais n'ont pas été financés. Ils n'ont pas été retenus dans les appels d'offre parce qu'il n'était pas en pointe, pas prioritaires, que leurs débouchés étaient jugés peu importants, comme le rappelle le chercheur au CNRS Gérard Chaouat dans un entretien dont je vous recommande la lecture. La privatisation exponentielle du financement de la recherche est un désastre pour l'intérêt commun. Exemple frappant : en novembre 2019, le poste de virologue de l'Institut Pasteur du Laos a été supprimé. De manière générale, les Instituts Pasteurs ont du mal à boucler leur budget et à recruter des chercheurs, de plus en plus attirés par le privé et la recherche en laboratoire. C'est pourtant sur le terrain, au Vietnam, qu'Alexandre Yersin a découvert le bacille de la peste ou, en Tunisie, qu'Alphonse Laveran a révélé l'agent du paludisme.

Se préparer à ces crises multiples qui sont devant nous, c'est d'abord ouvrir les yeux sur la réalité, se donner les moyens scientifiques de mieux connaître les dangers pour mieux les combattre. C'est donc anticiper en investissant

dans la recherche et dans les systèmes de santé, de protection, de solidarité. C'est aussi modifier radicalement – au sens de prendre à la racine du problème – notre modèle de développement pour prévenir les drames, permettre qu'il reste un monde vivable pour les humains et élever le niveau de leur qualité de vie comme de leur liberté. Si nos avions et nos routes continuent de tout dévaster, si le consumérisme poursuit sa course folle, si le commerce international se développe toujours au mépris de la relocalisation de l'économie et du partage des richesses, si l'agriculture reste majoritairement intensive... nous accumulerons les catastrophes.

Il faut un gigantesque changement de cap.

C'est pourquoi l'affrontement politique majeur se joue, dès aujourd'hui, entre ceux qui veulent reprendre le « business as usual » ou se murer dans un repli nationaliste et autoritaire, dénué de toute prise de conscience environnementale, et ceux qui se battent pour de nouvelles normes sociales et écologistes, affranchies du productivisme et de loi du profit. Ma conviction est que l'issue émanicipatrice au long cours se situe dans une articulation nouvelle entre le social et l'écologie.

Avanti popolo !

● CLÉMENTINE AUTAIN



CECI EST UNE CRISE DE L'(IN)ÉGALITÉ

La faim justifie les moyens

En France, aujourd'hui, de plus en plus de personnes souffrent de la faim. La crise du Covid-19 aggrave dangereusement la situation. Le gouvernement annonce trop peu, dans trop longtemps. Aider les plus pauvres, ils en sont incapables.

Des familles, des étudiants, des travailleurs précaires, des chômeurs, se pressent désormais dans des files d'attente chaque jour plus longues pour obtenir de quoi se nourrir. Les autorités s'inquiètent de possibles émeutes de la faim dans les quartiers populaires. L'entraide entre voisins se déploie, les personnels des services publics se démentent, les associations de solidarité donnent tout ce qu'elles peuvent mais l'énergie bénévole ne peut pas tout. Affaiblies par des années de serrage de vis budgétaire et par la suppression des emplois aidés, le

monde associatif craquelle devant une misère pour laquelle il n'est pas outillé. Alors que les revenus de beaucoup fondent comme neige au soleil, le coût de l'alimentation augmente. Au début du mois, le prix du panier moyen a bondi de 89%. La pénurie de certains produits bon marché contraint les ménages à passer à des gammes supérieures, plus onéreuses. La fermeture de nombreux marchés ouverts, souvent moins chers que les supermarchés de proximité, pèse sur la capacité à se nourrir suffisamment et correctement. Et la situation de mono-

pole de la grande distribution peut lourdement impacter les prix et peser sur les négociations avec les fournisseurs, qui subissent une pression à la baisse.

Pour de très nombreuses familles, dont les enfants sont habituellement pris en charge par des cantines scolaires à bas coût, la détresse prend le visage de la faim. Pour certains enfants, le repas à la cantine constituait le seul de la journée. À Clichy-sous-Bois, les associations ont servi 190 couverts le premier jour, 480 le second. Le troisième jour, 750 personnes venaient chercher leur repas, soit plusieurs centaines de mètres de queue si l'on compte les règles de distanciation. Le public évolue : plus jeune, il n'est pas habitué à la solidarité pour se nourrir.

Les alertes se succèdent. L'angoisse de ne plus pouvoir manger, le saut de repas pour tenir, s'est donnée à lire, à voir. En Seine-Saint-Denis, on apprend que ce serait entre 15.000 et 20.000 personnes qui auraient du mal à se nourrir dans les prochaines semaines. Et déjà, trop souvent, la peur de mourir de faim l'emporte sur celle de mourir du virus.

Le gouvernement a annoncé, pour le 15 mai prochain, une aide de 150 euros par foyer bénéficiaire du RSA, des APL ou de l'ASS, plus 100€ par enfant à charge.

Mais le 15 mai, faut-il rappeler que c'est dans près de 65 repas ? Une éternité, pour les ménages déjà en apnée financière. Cette aide ne concernera ni les jeunes de moins de 25 ans, ni les sans-papiers, ni celles et ceux – et ils sont nombreux – que ne bénéficient d'aucun soutien. À cela s'ajoute un plan de 39 millions d'euros pour l'aide alimentaire, en soutien aux associations. Du saupoudrage, de la rustine, c'est tout ce que le gouvernement est capable de proposer parce que son cadre de pensée est profondément contraint.

ENCADRER LES PRIX, AUGMENTER LES MINIMA SOCIAUX, INVESTIR DANS LE TISSU ASSOCIATIF

Intervenir sur les prix, pour les encadrer de haut en bas, c'est prévenir l'explosion du coût de l'alimentation et rendre plus accessibles les produits de première nécessité. Le gouvernement a su le faire pour le gel hydroalcoolique mais il n'ira pas au-delà : son logiciel idéologique l'enferme dans la loi du marché. En macro, l'intervention de l'État est pensée comme atteinte aux prétendues vertus du libéralisme économique. C'est ainsi que notre pays s'interdit de prendre une mesure simple et décisive pour lutter

contre la faim et les inégalités devant le contenu des assiettes.

Augmenter les minima sociaux, c'est assurer un meilleur filet de sécurité à la partie de la population la plus impactée par le confinement et ses conséquences. Le gouvernement n'en a pas l'idée parce qu'il est pétri du discours sur ces « feignants », « ceux qui ne sont rien » et n'ont qu'à « traverser la rue pour trouver un emploi ». S'ils sont pauvres, c'est de leur faute, et non en raison de la reproduction sociale et de l'inégalité structurelle dans le partage des richesses. La hausse du minimum pour vivre et l'extension des populations concernées permettrait de garantir que le minimum vital – manger à sa faim – soit assuré en France à chacune et chacun. Un pays aussi riche que le nôtre se grandirait en ne laissant personne sur le carreau de l'extrême misère.

Investir par milliards dans le tissu associatif, celui qui assume les missions de solidarité, et donner de l'air budgétaire aux collectivités locales pressurées par les cures d'austérité successives, c'est garantir un maillage de soutien efficace, au plus près de la population, pour que tout le monde mange à sa faim. À cela, le gouvernement répond : la dette,

la dette, la dette. Par dogmatisme, il nie les mécanismes qui permettraient nous en affranchir. Par obsession de la compétitivité, il n'imagine pas mettre à contribution les revenus financiers. Même rétablir l'Impôt de Solidarité sur la Fortune – 3,2 milliards d'euros en moins chaque année pour l'État ! – nous a été refusé dans le vote du budget rectificatif il y a quelques jours.

En pleine crise sanitaire, les ventes de Porsche décollent, les dividendes pleuvent, les organisations patronales appellent à réduire la lutte contre l'évasion fiscale... Et le gouvernement accompagne cette valse de l'indécence en accordant, cette semaine, aux grandes entreprises vingt milliards d'euros sans contrepartie environnementale ou sociale. Le « business » a ses lois que la faim ignore. Macron et les siens ne pensent pas en dehors de ses clous. C'est là que le bât blesse. Leurs normes doivent être renversées pour que la société s'organise à partir des besoins, là où nous sommes aujourd'hui sommés d'adapter nos besoins à ceux des plus riches et à ceux du capital. Partager les richesses, c'est le seul moyen que tout le monde mange à sa faim et puisse accéder à la dignité.

● **CLÉMENTINE AUTAIN**

Esther Benbassa

« En période de crise, les minorités disparaissent - et les femmes avec »

« Demain sera féministe ou ne sera pas » : c'est le mot d'ordre du meeting féministe en ligne qui aura lieu aujourd'hui mercredi 6 mai à partir de 17h30 sur la page Youtube de Regards et sur nos réseaux sociaux notamment. Pour en parler, la sénatrice EELV de Paris Esther Benbassa est l'invitée de la Midinale.

SUR LA SUR- REPRÉSENTATION DES FEMMES DANS LES PRISES DE PAROLES DEPUIS LE DÉBUT DE LA CRISE DU CORONAVIRUS

« En période de crise, les minorités disparaissent. »

« Les femmes, ce n'est pas une minorité mais la moitié de l'humanité. Pour autant, elles sont moins nombreuses dans les institutions. »

« Il y a entre 30 et 40% de femmes au Sénat et à l'Assemblée nationale... Alors, lorsque l'on doit être 75, les femmes disparaissent du paysage. »

« On a fermé les médias aux politiques et, quand il fallait quand même en inviter, ça a été des hommes. »

« Les blouses blanches [invitées dans

les médias], ce sont essentiellement des hommes. »

« Dans les médias, les interviewers se dirigent vers la voix masculine, même lorsqu'il y a une femme pour trois hommes. »

« Dans l'imaginaire de beaucoup, les femmes ne peuvent pas être des expertes. »

SUR LES « DERNIÈRES DE CORVÉES »

« Les derniers de corvées sont des dernières de corvées, c'est-à-dire des femmes : aides-soignantes, aides à domicile, caissières... »

« L'imaginaire masculin considère la femme comme infirmière, comme nourricière ou pilier du foyer. (...) Mais on leur refuse le droit de briller. »

« La crise sert de miroir grossissant pour tous les problèmes réguliers d'une société. »

« Nous, femmes politiques, avons disparu pendant cette crise. »

« C'est le peuple qui est sorti de lui-même pour applaudir – et l'élite a aussi applaudi parce qu'elle avait peur de mourir mais c'est tout. »

SUR LA PARITÉ DANS LES PARTIS ET LES SYNDICATS

« Il y a des lois qui obligent les partis à appliquer la parité. Mais les partis sont prêts à payer des amendes pour avoir un pouvoir partagé entre hommes. »

« Le pouvoir, c'est la parole et la parole, c'est le pouvoir. Or, les femmes ont été éduquées à ne pas prendre la parole n'importe comment ou quand [contrairement aux hommes] : les hommes peuvent répéter ce que tu as dit deux secondes avant dans une réunion sans que cela les gêne. Nous avons une certaine timidité à prendre la parole. »

« Les hommes, en tant que guerriers, ne veulent pas nous laisser le pouvoir. »

« Je pense qu'il faut peut-être, à un moment, faire des quotas. En Amérique, les féministes ont gagné grâce aux quotas. »

SUR LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

« Les femmes sujettes à des violences ne doivent pas cohabiter avec les hommes auteurs de ces violences. »

« On a demandé des aides exceptionnelles. »

« Les associations prennent en charge

certaines de ces femmes. »

« Le gouvernement a fait quelques gestes en faveur de ces femmes. »

« Les violences faites aux femmes sont un vieux problème qu'il faut encadrer de manière stricte pour que leur nombre diminue. »

SUR LES CARENCES DE NOTRE ETAT-PROVIDENCE EN PÉRIODE DE CRISE

« Dans un pays moderne comme le notre, l'Etat-providence n'a pas joué pleinement son rôle social puisqu'il y a maintenant de la famine dans certains quartiers. »

« Il y a une vraie urgence économique et sociale. »

« Si les femmes ont disparu pendant la crise, c'est qu'on n'était pas auparavant bien implantées. »

« Les femmes ne veulent pas être présentes uniquement pour les corvées mais partout. Nous voulons la moitié du pouvoir, la moitié des places dans les médias, la moitié des places dans les lieux de décision. »

« Il faut se battre pour ce qui est normal... Et ça, c'est quand même incroyable. »

« Les femmes en politique ont toujours été mal vues parce que la femme n'est qu'un objet de désir, nécessairement sexuée. Je me souviens comment on parlait du sac et des tailleurs de Mme Clinton. »

« Edith Cresson a fait une réunion, avec la FNSEA, en tant que ministre de l'Agriculture. Elle a été accueillie par une grande banderole sur laquelle était écrit "Edith, on t'espère meilleure au lit

qu'au ministère". Et elle de répondre :
"Ca tombe bien que je sois ministre
de l'Agriculture parce que, comme
j'ai affaire à des porcs, je vais pouvoir
m'occuper de vous." »

SUR LES TRAVAILLEURS ET LES TRAVAILLEUSES DU SEXE

« Je suis favorable à la création d'un
fond d'appui aux travailleuses et aux
travailleurs du sexe. »

« Je me suis battue contre le texte sur
la pénalisation des clients parce que
je savais combien les conséquences
seraient dures et préjudiciables à ces
femmes et ces hommes qui ont comme
seul capital leur corps. »

« Personne ne se prostitue parce qu'il
ou elle a envie de vivre de la prostitution
– même si on peut penser que
certaines call-girls le font parce que
c'est de l'argent facile. »

« La plupart des prostitué-es sont des
personnes qui ont du mal à vivre et qui
subissent des violences. »

« Avec le confinement, les clients se
font rares – et alors même que ça
s'était déjà raréfié avec la loi sur la
pénalisation des clients. »

« Aujourd'hui, personne ne pense aux
prostitué-es. »

« Ce sont les socialistes au pouvoir
qui ont fait passer le texte sur la
pénalisation des clients, parce qu'il
fallait "moraliser la société". »

« Aujourd'hui, les prostitué-es
se retrouvent dans une situation
économique et physique compliquées
parce qu'il n'y a plus l'aide des
associations, notamment parce qu'ils et

elles travaillent depuis chez elles. »

« Celles qui n'ont pas d'économies sont
à l'état de misère. »

SUR L'ACCUSATION DE FÉMINISME BLANC

« Le moment n'est pas aux
accusations : il faut que l'on évolue
nous aussi, cela va de soi. »

« Ce meeting a été organisé dans
l'urgence et il ne faut pas chercher la
petite bête. »

« Nous les femmes sommes
conscientes de ce que nous n'avons
pas pu faire et qu'il faut que nous
élargissions nos cercles. »

« Il n'y a pas que les femmes blanches
qui sont pénalisées mais aussi les
femmes de couleurs. »

« Même moi, j'ai mis plus de temps que
les autres à réussir dans la recherche,
dans l'université et dans la politique où
je suis arrivée très tardivement. Je suis
peut-être une femme blanche mais je
suis d'origine immigrée et j'ai accent :
ce sont des handicaps. »

« On est doublement ou triplement
pénalisé quand on est une femme
et qu'on n'est pas dans les normes :
blanche, blonde, jeune et glamour...
Même si les hommes en politique sont
loin d'être tous glamour ! »

« Nous sommes un pays où chacun doit
être un tiroir : tu es blanche, tu es avec
les blanches ; tu es noire, tu es avec les
noires. »

« Regardez cette magnifique Alexandria
Ocasio-Cortez qui fait honneur aux
femmes ! En France, on est limité par le
pouvoir des hommes blancs. »

« Il ne faut pas reproduire les erreurs

des hommes en recréant un pouvoir
féminisé mais uniquement blanc :
toutes les femmes ont leurs spécificités
– ethniques, culturelles, de couleurs et
d'origines. »

SUR LA PROROGATION DE L'ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE POUR DEUX MOIS DE PLUS

« J'ai voté contre – et notamment contre
l'article 6 qui institue des “brigades”
qu'on a osé appeler “anges gardiens”. »

« On s'accoutume de l'état d'urgence –
et notre pays en est friand. »

« Pourquoi en Allemagne, n'ont-ils pas
décrété d'urgence sanitaire ? Ni en
Suède, ni nulle part ? »

« On a réussi à limiter l'état d'urgence
au 10 juillet au lieu du 23 mais il
sera vraisemblablement prolongé de
nouveau. »

« L'état d'urgence est un bouclier pour
l'Etat. »

« Certaines des restrictions à nos
libertés vont entrer dans le droit
commun comme ça a été le cas
avec l'état d'urgence après les actes
terroristes. »

« Notre côté napoléonien fait que
l'on aime bien qu'on nous impose le
militaire, le restrictif parce que nous
sommes conservateurs et qu'au fond,
nous aimons l'ordre. Même l'Allemagne
a voté contre ! »

« La liberté ne se négocie pas même
quand la maladie est présente
partout et que le danger du virus est
anxiogène. »





TRIBUNE

La colère des quartiers populaires est légitime

Ces derniers jours, l'accident grave survenu à Villeneuve-la-Garenne a provoqué une série de tensions entre jeunes et forces de l'ordre dans plusieurs quartiers populaires.

Une trentaine d'organisations politiques, syndicales et militantes, parmi lesquelles la CGT, le Comité Adama, le NPA et Solidaires, appellent à considérer cette colère pour ce qu'elle est.

Dans la nuit du 19 au 20 avril, plusieurs quartiers populaires ont connu des nuits de révolte.

La veille au soir, un homme a failli perdre sa jambe à Villeneuve-la-Garenne après une violente tentative d'interpellation policière et c'est bien cela qui a mis le feu aux poudres.

Les populations qui vivent dans les quartiers populaires sont en première ligne face à la crise sanitaire : elles sont parmi celles qui travaillent dans les « secteurs essentiels », celles qui permettent à notre société de ne pas s'effondrer aujourd'hui.

Pourtant, les inégalités sociales, déjà criantes, sont renforcées par la gestion du coronavirus et vont exploser avec la crise économique et sociale à venir. Ce dont témoigne déjà, entre autres, la surmortalité particulièrement élevée en Seine-Saint-Denis depuis le début de l'épidémie.

Les discriminations racistes, déjà insupportables, sont renforcées par l'impunité policière et les violences et humiliations se multiplient dans les quartiers populaires. On peut y ajouter le couvre-feu discriminatoire imposé aux habitant·es de ces quartiers par la ville de Nice. Ces injustices flagrantes sont documentées, nul ne peut les ignorer. Alors nous le disons très clairement : nous refusons de renvoyer dos-à-dos les révoltes des populations dans les quartiers populaires et les violences graves et inacceptables exercées par la police.

Nous n'inversons pas les responsabilités et nous le disons tout aussi clairement : ces révoltes sont l'expression d'une colère légitime car les violences policières ne cessent pas.

Les inégalités et les discriminations doivent être combattues avec vigueur et abolies : avec les populations des quartiers populaires, nous prendrons part à ce juste combat pour l'égalité, la justice et la dignité. ●

PREMIÈRES ORGANISATIONS SIGNATAIRES :

ACORT, Assemblée citoyenne des originaires de Turquie
ATTAC, Association pour la taxation des transactions financières et l'action citoyenne
ATMF, Association des travailleurs maghrébins de France
Brigades de solidarité populaire Île-de-France
CCIF, Collectif contre l'islamophobie en France
Cedetim, Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale
CGT, Confédération générale du Travail
CGT de la Cité nationale de l'Histoire de l'immigration
Collectif de la Cabucelle, Marseille
Collectif du 5 novembre – Noailles en colère, Marseille)
Collectif du 10 novembre contre l'islamophobie
Comité Adama
CNT-SO, Confédération nationale du Travail-Solidarité ouvrière
CRLDHT, Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie
Ensemble !
FASTI, Fédération des Associations de solidarité avec toutes et tous les immigré·es
Fédération SUD éducation
Fédération SUD PTT
Fédération SUD-Rail
Féministes révolutionnaires
Femmes égalité
Femmes plurielles
FO Sauvegarde de l'enfance 93
FTCR, Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives
FUIQP, Front uni des immigrations et des quartiers populaires
JJR, Juives et juifs révolutionnaires
Marche des solidarités
Mémoires en marche, Marseille
Mouvement La révolution est en marche
Mwasi, Collectif Afroféministe
NPA, Nouveau parti anticapitaliste
Le Paria
PCOF, Parti communiste des ouvriers de France
PEPS, Pour une écologie populaire et sociale
SNPES-PJJ FSU, Syndicat national des personnels de l'éducation et du social PJJ de la FSU
SQPM, Syndicat des quartiers populaires de Marseille
UCL, Union communiste libertaire
Union locale villeneuvoise, Villeneuve-Saint-Georges
UJFP, Union juive française pour la paix
Union syndicale Solidaires
UTAC, Union des Tunisiens pour l'action citoyenne

Hocine Tmimi

« Les quartiers populaires vont payer un lourd tribut au coronavirus »

Crise sanitaire, sociale et alimentaire, tensions avec les forces de l'ordre : les quartiers populaires sont-ils en train de s'embraser ? Hocine Tmimi, élu à la jeunesse de Vitry et conseiller départemental du Val-de-Marne, est l'invité de #LaMidinale

SUR LA QUESTION SANITAIRE DANS LES QUARTIERS

« Il y a un vrai problème sanitaire dans les quartiers populaires. »

« Cette crise met en exergue les inégalités sociales qui existaient déjà. »

« Ce qui sera intéressant - même si ce n'est pas le bon mot - c'est les conséquences de l'épidémie dans les quartiers populaires. On va payer un lourd tribut de ce virus dans les quartiers. »

SUR LES TENSIONS DANS LES QUARTIERS

« J'ai été frappé et outré d'entendre les discours sur les mauvais élèves des quartiers populaires : sur le non respect des gestes barrières ou des confinements. C'est méconnaître les quartiers populaires. »

« Dans la vie de tous les jours, il y a une réalité sociale dans les quartiers : on est

dans la proximité, on aime le tactile, on organise des repas de quartier, c'est cette culture-là qui domine dans les quartiers et le confinement est vécu comme une épreuve extrêmement difficile. »

« Quand vous vivez à sept dans un deux pièces, ça a forcément des conséquences à l'intérieur de ces familles. »

« Les violences intra familiales commencent à exploser. »

SUR L'ORIGINE DES TENSIONS ET LES VIOLENCES POLICIÈRES

« La puissance publique n'a pas traité correctement le dialogue nécessaire entre la police et les jeunes. »

« J'ai été surpris que 10% des verbalisations aient été données en Seine-Saint-Denis. »

« Il n'y a pas de volonté politique nationale de créer les conditions du dialogue avec

la police, donc on essaie de le faire au niveau de la ville. »

« Le climat de confiance commence à s'installer même si la défiance est très forte. »

« La caricature, notamment médiatique, qui est faite des quartiers populaires est devenue insupportable pour les jeunes. »

« Les jeunes n'ont pas repéré une seule parole, du côté de l'Etat, qui les concerne. Tant qu'il y aura ce désert dans le discours politique il y aura de la défiance et ça s'exprime par la colère. »

SUR L'ÉCONOMIE SOUTERRAINE

« Je suis surpris des discours sur cette question là comme si les trafics de drogue étaient une exclusivité des quartiers populaires ? »

« La colère liée au ralentissement des trafics dans les quartiers est peut-être l'une des causes des tensions actuelles mais elle me semble extrêmement mineure par rapport à toutes les causes et les réalités qui existent dans les quartiers populaires. »

« Je vois dans nos quartiers tous ceux qui partent le matin bosser : les caissières, les agents de sécurité, les livreurs, tous ces petits boulots, ces petites gens comme certains les appellent, qui font tourner aujourd'hui la France. Il faut leur rendre hommage et les remercier. »

SUR LA CRISE ALIMENTAIRE ET LE RAMADAN DANS LES QUARTIERS

« Cette situation de crise alimentaire dans les quartiers populaires existait avant la crise sanitaire. Elle était peut-être moins visible parce qu'il y a une

vraie solidarité avec un tissu social d'entraide très important. Le confinement met en exergue ces inégalités-là. »

« Les conditions d'organisation du ramadan sont réunies pour que ça se passe bien et que ça s'inscrive dans les règles républicaines de confinement et de gestes barrières. »

SUR L'ORGANISATION DE LA RENTRÉE SCOLAIRE LE 11 MAI

« Il y a une idée qui m'intéresse qui serait de donner la possibilité aux familles les plus en difficultés de permettre aux enfants d'aller respirer à l'école tout en respectant les règles de distanciation sociale. »

SUR LE 21 AVRIL ET LE DANGER RASSEMBLEMENT NATIONAL (RN)

« Je préfère ne pas imaginer le RN au pouvoir mais si on commence à mettre dans la cocotte minute tous les ingrédients qui feraient exploser le pays, c'est une hypothèse qui est sur la table. Il faut être attentif à ça. »

« J'ai une absolue confiance à l'élan républicain de la nation et j'espère qu'on saura tous à chaque fois se rassembler pour empêcher d'avoir un jour le RN au pouvoir. »

SUR LES CONTRÔLES AU FACIÈS

« Vitry est une ville populaire avec des quartiers populaires où les jeunes sont victimes de contrôles au faciès. »

« Le contrôle au faciès n'est pas une utopie. » ●

Derrière la « continuité pédagogique », les inégalités

**Stressante pour les parents, la « continuité pédagogique »
risque de faire exploser les inégalités entre élèves.
Et si on s'autorisait une pause ?**

« Dernière semaine d'école à la maison avant les vacances. Besoin de beaucoup d'imagination pour que ça tienne du côté des enfants (et côté parents aussi...) », tweete Caroline de Haas, du collectif #NousToutes. « Pour la dictée, j'ai inversé l'exercice, il doit me corriger », poursuit-elle. « Et pour la poésie, pas de recopiage, on fait plutôt un puzzle », conclut-elle. On ne peut que tirer notre chapeau, ainsi qu'à cette mère qui énumère « une partie des activités » de son fils qui est en moyenne section de maternelle : « Pâte à modeler pour la motricité fine, écrire son prénom en pâte à modeler, jouer avec les chiffres grâce à la Chenille des chiffres... » Reste que les images de bureaux bien rangés avec l'ordinateur allumé, une pile de livres à côté et l'enfant concentré sur les de-

voirs qu'il vient de recevoir ne rendent pas compte de l'envers du décor : des parents obligés d'endosser le rôle d'enseignant sur leur temps de télétravail, qui ne se souviennent plus de ce qu'est une fraction, ne savent pas comment s'y prendre pour expliquer les homophones, paniquent à l'idée que leur enfant prenne du retard sur le programme et s'énervent quand il décroche.

En cause : le dogme de la « continuité pédagogique » défendu par le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer qui a demandé aux enseignants d'envoyer des séries d'exercices et de devoirs à leurs élèves, si bien que les familles sous pression se sentent tenues d'assurer que les leçons soient suivies. « Il faut une éducation plus détendue. Ce schéma de durcissement d'une

pédagogie scolaire qui s'impose dans les familles va créer des problèmes », prévient le psychopédagogue Bruno Himbeeck. « Il faut lâcher la bride aux contenus scolaires, laisser la pédagogie implicite s'installer dans les familles, utiliser ce qui fait plaisir à l'enfant pour en faire un contenu pédagogique, faire une dictée à partir d'un dessin animé comme Bob l'éponge est beaucoup plus intéressant que d'obliger son enfant à se mettre à ses devoirs qui sont une source de tensions, créent des drames... On met de la tension sur le lien pédagogique au lieu de l'assouplir », ajoute-t-il. « Cette période est très stressante. Il faut faire attention à ne pas ajouter des conflits familiaux », abonde Philippe Meirieu, spécialiste des sciences de l'éducation dans une interview donnée au journal Libération. Pour lui non plus, le métier de professeur ne s'improvise pas. C'est pourquoi il suggère plutôt aux parents d'« organiser des tas d'activités éducatives : cuisiner, bricoler ou dessiner. Ils peuvent aussi demander à leur enfant de raconter sa BD ou son livre favoris ou même de les initier à un jeu vidéo. Ils peuvent regarder des émissions avec lui et en discuter après. Ils peuvent l'inciter à écrire un journal de bord, des lettres, des poèmes ou des critiques de films. Et même le pousser à échanger ces écrits avec ses copains ».

Aussi est-il temps d'accepter de lever le pied pendant le confinement. Ce que laisse entendre une institutrice de Caen dans une lettre adressée aux familles : «

Ne vous inquiétez pas qu'ils régressent à l'école. Chaque enfant est dans ce bateau et tout ira bien. Lorsque nous serons de retour en classe, nous corrigerons tous les cours et les rencontrerons là où ils se trouvent. Les enseignants sont des experts en la matière ! », rassure-t-elle. « Ne choisissez pas de bagarres avec vos enfants parce qu'ils ne veulent pas faire de mathématiques. Ne criez pas à vos enfants de ne pas suivre le programme. N'imposez pas deux heures de temps d'apprentissage s'ils y résistent. » Source de tensions, le concept de continuité pédagogique est par ailleurs trompeur. Car tous les enfants ne sont pas logés à la même enseigne. « Ce modèle de continuité pédagogique numérique correspond à un modèle d'élève précis : celui des couches sociales supérieures bénéficiant du cadre de travail et de toutes les aides techniques et pédagogiques dans le cadre familial », estime Marc Douaire, président de l'Observatoire des Zones Prioritaires sur le site du Café pédagogique. « Certains parents en Seine-Saint-Denis ne parlent tout simplement pas français ou encore ont des difficultés avec la langue française à l'écrit donc des difficultés à suivre leurs enfants », précise en effet la FCPE-93. « Dans de nombreuses familles les parents «télé-travaillent», il leur est donc difficile de suivre en même temps le travail scolaire de leur enfant, ajoute l'association de parents d'élève. Difficulté encore accentuée lorsqu'il y a plusieurs enfants, ce qui est largement répandu.

» Ou un seul parent... Sans oublier les obstacles techniques : il est plus compliqué, voire impossible, d'accéder aux contenus numériques dans les familles qui n'ont pas d'ordinateur ou qui se le partagent. Une chose est sûre, 5 à 8% des élèves ont été « perdus » par leurs professeurs qui n'arrivent plus à les joindre. De quoi conforter la crainte exprimée par de nombreux professionnels de l'éducation qu'en l'état, la volonté de maintenir un enseignement à distance contribue à creuser les inégalités.

La pression qui règne dans le pays révèle-t-elle une culture de la performance à la française ? « Votre modèle est très différent du belge », affirme Bruno Humbeeck qui enseigne à l'université de Mons. Pendant qu'en France les enseignants ont dû bricoler des solutions en urgence en l'absence de directives précises, au risque de renforcer les disparités, la Belgique n'a pas attendu pour préciser un cadre commun qu'elle a d'emblée voulu déculpabilisant. À savoir que les travaux ne peuvent en aucune manière porter sur des apprentissages qui n'ont pas été abordés préalablement en classe et les travaux à domicile ne peuvent pas faire l'objet d'une évaluation sommative, mais bien d'une évaluation sans notation. Reste que seul le Québec a osé décréter une « pause pédagogique ». ● **MARION ROUSSET**

Pourquoi les corps subalternes sont-ils toujours déshumanisés ?

Qu'une épidémie puisse frapper le monde, sans que l'Afrique ne prenne sa part, paraît donc invraisemblable tant la souffrance des Africain.e.s est devenue une évidence.

Analyse d'une polémique qui s'inscrit dans le droit fil de la violence coloniale et patriarcale historique.

Jeudi 2 avril, une séquence de débat met littéralement le feu aux réseaux sociaux. On y voit deux hommes : Jean-Paul Mira et Camille Locht, respectivement directeur de recherche à l'Inserm et chef de la réanimation à l'hôpital Cochin de Paris, échanger au sujet de l'élaboration d'une riposte scientifique contre le Covid-19. « Si je peux être provocateur, est-ce qu'on ne devrait pas faire cette étude en Afrique, où il n'y a pas de masques, pas de traitements, pas de réanimation ? Un peu comme c'est fait d'ailleurs pour certaines études sur le SIDA ou chez les prostituées, on essaye des choses parce qu'on sait qu'elles sont hautement exposées et qu'elles ne se protègent pas », affirme Jean-Paul Mira tandis que Camille Locht acquiesce docilement en lui donnant raison.

Autrement dit, puisque les corps des Africain.e.s et des « prostituées » semblent voués à être exposés à un danger certain, autant les mobiliser d'une manière qui soit utile à d'autres corps, plus précieux. Pas une seule fois, l'idée de la sollicitation d'un consentement de la part des propriétaires de ces corps réduits à des supports expérimentaux, n'émerge durant cette conversation.

Si ces propos ont suscité une large vague de condamnations, totalement justifiées, c'est parce qu'ils font écho à une déconsidération historique des corps subalternes.

Depuis le début de l'épidémie, l'on entend régulièrement des commentaires inquiets quant à la catastrophe que pour-

rait constituer l'épidémie du coronavirus si elle s'amplifiait sur le sol africain dans les proportions de ce qui se produit en Chine, en Europe ou aux États-Unis. En effet, les structures hospitalières des 54 pays du continent ne seraient probablement pas en mesure de prendre en charge l'intégralité des patients, faute de moyens suffisants. Toutefois, ces anticipations inquiétantes et catastrophistes semblent aussi traduire un étonnement malsain – peut-être inconscient – quant au caractère inéluctable du destin tragique, forcément, d'un continent qui ne pouvait pas être épargné. Comme s'il était inconcevable qu'il ne soit pas effroyablement touché. Les précédentes décennies ont malheureusement fait de l'Afrique le théâtre d'un nombre affolant de malheurs et de tragédies, si bien que l'on semble désormais habitué à voir ses habitant.e.s en proie aux plus atroces souffrances. Les famines d'enfants, les guerres ou génocides, les pandémies, naufrages de réfugié.e.s et autres catastrophes ont fini par être inconsciemment associées au continent africain, comme s'il s'agissait d'une sorte de malédiction intrinsèque à ce territoire. Qu'une épidémie puisse frapper le monde, sans que l'Afrique ne prenne sa part, paraît donc

invraisemblable tant la souffrance des Africain.e.s est devenue une évidence.

La souffrance des corps africains, celle des corps afro-descendants de manière plus générale, filmée, photographiée et multidiffusée est devenue une banalité médiatique, à laquelle l'œil occidental ne semble plus guère sensible. Lors du dramatique séisme qui avait anéanti une grande partie de la population haïtienne, le journaliste Christian Eboulé avait d'ailleurs dénoncé cette « absence d'égards » qui avait conduit tant de médias à montrer « de manière quasiment ininterrompue, ces centaines de cadavres haïtiens » mettant en scène un « funeste «spectacle» de corps meurtris, écrasés, déchiquetés » alors même qu'un tremblement de terre ayant eu lieu la même année en Italie n'avait pas donné lieu à un tel étallement de corps.

Cette faculté à montrer, ou à évoquer les corps subalternes comme des événements secondaires ou comme de potentiels cobayes n'est pas sans lien avec l'histoire coloniale.

Les corps colonisés et réduits à l'esclavage ont été exploités par la science

occidentale moderne, qui à travers d'atroces souffrances infligées à des personnes déshumanisées a posé les fondements de nombreuses pratiques médicales dont l'héritage est encore palpable aujourd'hui. C'est le cas par exemple de la gynécologie dont le « père », le Dr James Marion Sims, était un réalité un tortionnaire auteur des pires sévices infligés à des femmes noires réduites à l'esclavage, afin de créer les outils qu'il estimait nécessaires à l'exercice de la gynécologie.

Alors que les mesures sanitaires de confinement ont fragilisé les travailleuses du sexe, qui pour beaucoup sont privées de ressources économiques, l'idée d'imposer des expérimentations à leur corps qui serait mis au service du plus grand nombre paraît particulièrement odieuse. Ces dernières années, la législation n'a cessé de criminaliser leurs activités, ce qui les expose non seulement à des violences mais accroît le possible pouvoir d'intimidation des clients à leur égard. Or l'idée de les soutenir ou de les aider n'apparaît aucunement dans l'échange polémique, alors que nombre d'entre elles, vivant dans la précarité sont probablement surexposées au danger du

virus.¹ Elles sont ici présentées comme des corps dénués de volonté, dont on peut disposer à l'envi.

Les corps des Africain.e.s, et des travailleuses sont traités comme des corps indésirables, dont la souffrance est normale. Rejetés lorsqu'ils sont migrants, rendus délinquants lorsqu'ils choisissent de vivre du travail sexuel, ils doivent être utiles au sens de l'utilité sociale au profit des corps dominants.

La désinvolture avec laquelle l'hypothèse de ces expérimentations a été évoquée rappelle combien la suprématie occidentale et le patriarcat ont depuis des siècles inscrit leur volonté sur des corps contraints et niés dans leur humanité. Jean-Paul Mira annonçait un propos « provocateur », il s'agit en réalité d'une déclaration empreinte d'un racisme et d'un sexisme qui s'inscrivent dans le droit fil de la violence coloniale et patriarcale historique. ● **ROKHAYA DIALLO**

1. Le FAST, fonds d'aide aux personnes transgenre précaires, a d'ailleurs été lancé dernièrement, sachant que parmi elles se trouvent un nombre significatif de travailleurs et travailleuses du sexe.



CECI EST UNE CRISE DU CAPITALISME

TRIBUNE

Coronavirus : le capitalisme est exsangue, vive l'écoféminisme !

Le capitalisme a démonétisé l'essentiel. Et les femmes sont devenues – parfois contre leur gré – les gardiennes d'un temple dans lequel elles ont été sociabilisées de force, et qui a été considéré comme ne générant rien. L'écoféminisme permet d'inverser l'entièreté de ce système.

La crise du coronavirus nous hurle les défaillances du capitalisme. Son impossible résilience, son incapacité à s'adapter, mais aussi comment il a organisé un monde entièrement défaillant, en donnant une valeur importante à des choses futiles, jetables, lui permettant de s'autoalimenter et de perpétuer la dévoration qu'il a instituée. Il a démonétisé l'essentiel, relégué des pans entiers de la société dans le champ de la gratuité. La nature, les personnes racisées, les femmes, sont le fioul gratuit ou faiblement rémunéré du capitalisme. Et pour-

tant. Ce que l'on découvre aujourd'hui, au moment où tout est à l'arrêt sauf l'essentiel, c'est que l'entière continuité de la vie du pays réside dans ces strates, nature comprise, qui ont été méprisées jusqu'alors. Aides-soignantes, aides à domicile, caissières, infirmières, routiers, cueilleurs de fraises saisonniers, éboueurs, livreurs, balayeurs, bénévoles, agricultrices et maraîchers. Non-ren- tables. Mal payés. Effectuant souvent du travail gratuit.

Il a relégué les femmes dans les mai-

sons. Il a capté leur travail gratuit, leur a attribué des caractéristiques collectives qui justifiait qu'elles occupent certaines fonctions, certaines tâches. Ces attributs qu'on leur a collé à la peau ont permis d'assurer une certaine acceptabilité de leur sort par les femmes elles-mêmes. À défaut, ce sont des marginales.

La douceur, la tendresse, la capacité à s'occuper des enfants, pour qu'elles remplissent leurs fonctions domestiques. L'absence de rationalité, l'inconstance, et bien sûr, les émotions pour qu'elles soient discrédité en cas de plainte. Efficace. Et les femmes sont devenues – parfois contre leur gré – les gardiennes d'un temple dans lequel elles ont été sociabilisées de force, et qui a été considéré comme ne générant rien.

Il est puissant, il est rationnel, il est académique, il est basé sur le progrès, l'absence d'émotion, les sciences dures. Il tolère le risque pourvu qu'il soit rentable. Il est viril. Il est blanc. Il est hétérosexuel.

De la même façon, il a été décidé que l'intérêt général, le soin, le maintien des liens, puisqu'ils ne pouvaient pas être privatisés, n'avaient dès lors aucune valeur, n'apportaient aucune forme de rentabilité et pouvaient dès lors être laissé aux femmes, aux volontaires, à celles et ceux qui n'ont que cela. Cette logique conduit au démantèlement depuis des années de l'ensemble des services publics, à la vente des Communs à des

intérêts privés, qui les rentabilisent en les faisant payer, et donc en en réduisant l'accès. Cette logique a conduit à considérer que le salaire d'une aide-soignante pouvait être cent fois inférieur à celui d'un trader.

Peu importe l'utilité sociale, l'apport pour la collectivité de l'une ou l'autre de ces activités. Puisqu'il défie les intérêts du plus grand nombre, il ne lui reste que la force pour se faire accepter.

La force institutionnelle de la virilité en col blanc, qui outrepassa les avis du peuple (référendum de 2005), qui organise des institutions démocratiquement défailtantes et pourtant si puissantes, comme on peut le constater en Europe, mais aussi en France, avec un Parlement totalement impuissant à contrer les desiderata gouvernementaux.

La force policière en col bleu, qui frappe sur les corps des personnes racisées, les étouffent, dans la plus grande impunité. Cette force policière que les blancs ont découverte à l'occasion des manifestations des gilets jaunes, qui pourtant maintient à distance du pouvoir toute contestation depuis des décennies.

La gestion publique de la crise que nous connaissons traduit tous les travers de la politique viriliste et paternaliste qu'il s'agira de renverser : des peines d'amendes, de prison pour non-respect du confinement, du matraquage des personnes dans les quartiers populaires, le

vocabulaire guerrier utilisé pour donner l'impression d'une quelconque compétence, l'absence de transparence, la réduction de l'intervention du Parlement, et donc la limitation de la démocratie : tout est à refaire.

L'écoféminisme, né sous la plume de la trop oubliée Françoise d'Eaubonne, permet d'inverser l'entièreté de ce système. Il constate une communauté de destins entre les femmes et la nature, et souligne que ces dernières ont souvent été les uniques défenseuses des attaques contre la nature, partout dans le monde.


Enrichi des travaux de Vandana Shiva, de Maria Mies, de Starhawk, de Joanna Macy, d'Ariel Salleh, d'Émilie Hache, et tant d'autres, il est un concept qui refuse de se laisser enfermer, mais qui, au moment où des réflexions sur l'après coronavirus commencent à poindre, peut être tout à fait puissant.

L'écoféminisme a le mérite d'inverser totalement les valeurs attribuées par le capitalisme. L'ensemble des activités très souvent considérées comme féminines, c'est à dire les activités de soin des autres, de lien social, sont d'une utilité sociale bien plus importante que beaucoup de boulots de cols blancs, on le voit en temps de crise comme celle que nous traversons. Ces derniers, lorsqu'ils cessent leur activité, ne provoquent pas une paralysie du système. Voire le système s'en trouve amélioré.

La mise en place de pratiques économiques écoféministes poura, au-delà de valoriser les activités de soin et de lien à leur juste valeur, sanctionner les comportements ou les activités aux conséquences destructrices pour la nature, dont nous sommes une partie.

L'écoféminisme – mettant au centre de ses préceptes des valeurs qui ont été très souvent considérées comme féminines – nous enseigne d'autres possibilités de gestion publique, d'autres façon de structurer le pouvoir. Il ne s'agit plus d'accepter un pouvoir qui domine, mais un pouvoir qui est un régulateur, qui a un effet sur le réel. Pas d'un pouvoir qui s'abat sur les personnes, mais d'un pouvoir qui prend en compte l'entièreté des expériences individuelles. Sans invalider certaines d'entre-elles, sans hiérarchiser entre les expériences valables, des puissants, et celles des manants, dont la voix compterait moins. Cela nécessite de prendre en considération l'émotion, de la mettre au cœur du processus de prise de décision.

En acceptant les émotions, en acceptant qu'elles puissent être des moteurs dans la prise de décision, l'on aurait pu dépasser le déni de celles et ceux qui nous gouvernent et n'ont pas pris suffisamment rapidement les bonnes décisions. L'aveu d'Agnès Buzyn, lorsqu'elle raconte sa peur d'aller dans les meetings, en connaissant la dangerosité du



virus, nous renseigne sur la dissonance cognitive des femmes et hommes politiques, amputé·es d'une partie de leur intelligence. Partie de leur intelligence qui leur manque vraisemblablement pour lutter contre la catastrophe écologique qui nous arrive à toute vitesse.

L'écoféminisme propose de rejeter l'omniprésence de la technique, de la théorie et de réhabiliter, comme politiques, les sujets intimes, les savoirs pratiques, dits « chauds ».

Ses méthodes de lutte sont créatives, elles sont jaillissantes et radicales. Comme lors du mouvement Chipko en 1973, où des femmes se sont opposées à la destruction d'une forêt pendant 5 années, en se relayant pour aller entourer les arbres. Comme à Arlington, en 1980, lorsque des milliers de femmes, s'opposant au nucléaire, ont entouré le Pentagone de laine, ou comme les

femmes de Chooz, dans les Ardennes qui ont dès 1959 séquestré le maire de leur commune afin de protester contre la création de la centrale nucléaire.

Ces actions ont souvent été considérées comme des actions non politiques, car menées par des sujets que l'on considère comme non politiques.

Après la période de « confinement », ce ne sera pas à celles et ceux qui ont passé 6 semaines sous la couette de re-définir les contours du monde que nous voulons, mais bien aux aides-soignantes, aides à domicile, caissières, infirmières, routiers, cueilleurs de fraises saisonniers, éboueurs, livreurs, balayeurs, bénévoles, agricultrices et maraîchers de définir le monde qu'elles et ils font tourner.

Le capitalisme est exsangue. Vive l'écoféminisme ! ● **MATHILDE JULIÉ VIOT**

Planifier : le mot et la chose

La « planification ». Beaucoup en parlent, peu l'ont déjà vue, encore moins « faite ». Pour l'épisode 24 de ses » choses lues », Monsieur Marx vous dit tout sur la planification.

*« Mais c'est la chose avec le mot
Mais c'est le mot avec la chose
Autrement la chose et le mot
À mes yeux seraient peu de chose »*
Gabriel Charles, abbé de Lattaignant

Les yeux dans le prompteur, Emmanuel Macron a prononcé le mot lors de son discours télévisé, le 13 avril : « Il nous faudra bâtir une stratégie où nous retrouverons le temps long, la possibilité de planifier, la sobriété carbone, la prévention, la résilience qui, seules peuvent permettre, de faire face aux crises à venir ». Il a aussi affirmé qu'il faudrait en passer « par un plan massif pour notre santé, notre recherche, nos aînés, entre autres ».

L'éditorialiste d'Alternatives économiques, Christian Chavagneux, qui a travaillé au Commissariat au Plan avant sa disparition en 2006, approuve : « La France aurait effectivement bien besoin d'une institution collective permettant de penser le temps long [...] Emmanuel Macron a raison, c'est une institution qui manque aujourd'hui et qu'il est urgent de rebâtir. » Il en li-

mite cependant l'objectif et l'ambition : « Être un lieu de rencontre du privé, du public et des différentes sciences sociales pour penser l'avenir du pays ». Il n'attend pas d'Emmanuel Macron et du gouvernement actuel qu'il en fasse davantage : « Ce ne serait pas non plus le retour d'une planification à la française. Dans les décennies d'après-guerre, le pays avait en effet développé un modèle d'économie mixte où la puissance publique assumait un rôle économique clé, à côté du privé, dans la production industrielle et la distribution du crédit [...] Mais on ne voit pas cette majorité aller plus loin que la demande courtoise faite aux capitaines d'industrie héroïsés de faire un peu plus attention aux conditions sociales et environnementales de leur activité, dans le cadre d'une souveraineté nationale et européenne repensée. »

Certes, comme tout un chacun, je ne vois pas notre monarque-Président et son gouvernement aller plus loin, si tant est même qu'ils aillent jusque-là. Mais c'est pourtant ce qui faudrait faire. Et même pas seulement au niveau national, mais avec des dimensions qui dépassant le

cadre national, devraient s'établir au niveau européen et jusqu'au niveau mondial par exemple pour des domaines comme la santé.

L'ÉTAT NE SAIT PLUS FAIRE

Comme l'explique l'économiste marxiste Cédric Durand¹, « au cours des décennies du néolibéralisme, le marché a été paré de toutes les vertus : efficience dans l'allocation des ressources, dynamisme de la compétition, différenciation des produits de consommation ». Et parmi tous les marchés, le marché financier est devenu le premier d'entre ses pairs, le chef d'orchestre et le juge de paix de l'allocation et du prix des ressources. L'État s'est soumis à ses exigences. Cela ne date pas d'aujourd'hui même quand le Commissariat au Plan existait encore. En 1998, Lionel Jospin croyait pouvoir se différencier de ses collègues, Tony Blair et Gerhard Schröder avec la formule « Oui à l'économie de marché. Non à la société de marché. » Mais un an plus tard il avalisait les licenciements boursiers de Michelin avec la phrase² : « Donc je ne crois pas qu'il faille tout attendre de l'État et du gouvernement ». Jacques Attali commentait en connaisseur : « L'attitude du Premier ministre devant l'annonce simultanée de suppressions d'emplois et de profits boursiers, révèle peut-être une mutation radicale de la conception française de la politique »³. Et le Commissariat au plan ne servait déjà plus qu'à dresser une liste de réformes permettant de maintenir la part

du système public de retraites dans le PIB malgré le vieillissement à venir de la population⁴.

Vingt ans après, la société de marché, c'est ici, partout, et maintenant. Avec les immenses dégâts que l'on voit à l'œuvre. Et l'État qui ne sait plus faire, même en situation d'état d'urgence et de guerre déclarés.

« Où est le quartier général de la lutte contre la pandémie ?, interroge Cédric Durand. Quels sont les organes chargés de recenser les ressources et d'organiser leur mobilisation ? Pourquoi, en France, la participation des industriels à l'effort se fait sur la base du volontariat et non de la réquisition ? Ce que révèle cette crise, c'est effectivement l'affaiblissement de la puissance publique. Les cafouillages auxquels on assiste au sommet de l'État, ajoute-t-il, ne résultent pas seulement de l'impéritie de l'équipe gouvernementale. Des décennies d'austérité et de nouveaux managements publics ont réduit la capacité de l'administration publique à réagir et à servir avec discernement les intérêts vitaux de la population. »

Le retour dans l'urgence d'une puissance publique organisatrice des productions et des activités prioritaires se fait de façon plus ou moins chaotique. Des prouesses ont permis à ce stade d'éviter certaines catastrophes sanitaires dans les hôpitaux. Mais pas dans les EPHAD. L'ampleur des rationnements, les carences d'anticipation, les méthodes administratives, l'emprise du management public continuent de faire des ravages. Le 19 avril, six jours après que le Président ait annoncé un déconfinement progressif pour le 11 mai, j'ai entendu sur les ondes de France Inter que, selon son PDG, la SNCF

1. Cédric Durand est notamment l'auteur de *Le capital fictif. Comment la finance s'approprie notre avenir*, Les Prairies Ordinaires, 2014

2. François Salvaing, *La Phrase, Mille et une nuits*, 2006

3. *L'Express*, 23 septembre 1999

4. *L'avenir de nos retraites*, rapport au Premier ministre, janvier 1999

ne pourrait assurer une reprise de l'activité ferroviaire si l'on maintenait la distanciation sociale dans les wagons, « parce que ce ne serait pas rentable ».

Souvent la solution ne vient pas de l'État, ni même de la puissance publique. Il faut s'organiser collectivement. Et il faut souhaiter que ces multiples expérimentations sociales marqueront durablement le cours des choses.

SORTIR DE LA SOCIÉTÉ DE MARCHÉ

L'extension du domaine, sinon de la lutte, du moins de la dénonciation de la société de marché, est symptomatique de la réalité de la crise systémique révélée par le Covid-19.

L'économiste Olivier Passet, directeur de la recherche de la revue XERFI, résume très bien cet effondrement du monde d'avant : « Nous ne pouvons plus croire à ce stade que l'arrêt accidentel de la fourmilière productive et consumériste, ouvre une nouvelle phase d'euphorie et de sursaut libérateur [...] Tout ce qui forgeait notre représentation d'une économie efficace est battu en brèche : non, l'abolition des distances, l'allongement des chaînes de valeur, la division toujours plus poussée du travail ne sont pas l'Alpha et l'Omega indiscutable de l'efficacité économique ; non, le zéro stock, le flux-tendu, la suppression de toutes les masses graisseuses des structures productives, ne sont pas le marqueur universel de l'efficacité des organisations ; non, le marché n'est pas la seule et meilleure instance de coordination [...] non, la digitalisation, le travail indépendant, ne sont pas les nouveaux graals de l'organisation du travail au regard de cette expérience grandeur nature de travail à distance. »

Mark Carney, récent Gouverneur de la Banque Centrale d'Angleterre, plaide lui-même dans *The Economist* pour une sortie de la société de marché et pour que le prix ne soit plus la valeur de tout. « Dans cette crise, écrit-il, nous savons que nous devons agir comme une communauté interdépendante et non comme des individus indépendants, de sorte que les valeurs de dynamisme et d'efficacité économiques ont été rejointes par celles de solidarité, d'équité, de responsabilité et de compassion. »

Et le banquier Patrick Artus, le physicien Etienne Klein et l'économiste Jean-Hervé Lorenzi doivent eux-mêmes admettre que le court-termisme ne peut plus être l'horizon commun de l'économie et de la société. « Très vite, spontanément ou sous la pression des opinions, écrivent-ils, les gouvernements vont devoir se tourner vers le long terme. Une préoccupation accrue pour le temps long sera en effet l'une des conséquences probables de la crise, même si les pessimistes craignent qu'elle ne soit que transitoire. Quelles seraient les conséquences d'un tel allongement d'horizon temporel ? Une hausse des dépenses publiques de santé, d'éducation, de formation ; l'objectif de relocaliser et développer des secteurs d'activité stratégiques (médicament, télécommunications, énergies renouvelables, services Internet, agroalimentaire...) ; le souci sincère d'accélérer la transition énergétique ; et aussi le souhait de redresser les rémunérations et les qualifications de salariés indispensables à l'économie (santé, transport, etc.). » Si elle n'était qu'un lieu d'études et de diagnostic, fut-il mieux partagé, la planification constituerait un levier beaucoup trop faible pour définir et réaliser un agenda de ce type.

Certes le banquier, le physicien et l'écono-

miste poussent l'audace jusqu'à affirmer qu'« il y a une contradiction profonde entre le souci du long terme et l'exigence de rentabilité des fonds propres pour l'actionnaire ». Mais comme on sait que le diable est dans les gros détails, on ne peut être rassurés que l'on sortirait bien du système « profits privés - pertes publiques » avec le genre de mixité qu'ils préconisent : « Si une banque publique, pour le capital de laquelle l'exigence de rentabilité est faible, apporte le financement en dette d'un projet d'investissement, et si une entreprise apporte, outre son expertise technique, un financement en fonds propres, le coût global du financement est suffisamment faible pour que des investissements dont la rentabilité se situe dans le long terme soient investis et la rentabilité du capital pour l'entreprise soit celle qu'elle attend ».

Dans une interview très stimulante sur le site XERFI, Michel Aglietta insiste sur la nécessité d'un retour en force de la puissance publique, à l'encontre de la société de marché dominée par l'hyperconcentration du capital qui ne perçoit pas la dépendance de l'économie vis-à-vis de la nature et ignore les biens communs. Il y a un lien étroit entre cette pandémie et la destruction des écosystèmes, la déforestation, l'artificialisation

des sols et la baisse de la biodiversité.

Selon lui, le plus fondamental est une stratégie d'investissement public à long terme pour transformer les structures de production, changer les modes de vie et régénérer les territoires. « Il faut, dit-il, promouvoir une stratégie industrielle qui, dans l'Union Européenne, est à l'opposé de l'idolâtrie des normes du Marché. La transformation des structures de production dans le sens d'une économie bas carbone doit couvrir les technologies de l'énergie renouvelable et les réseaux associés de distribution intelligents de l'électricité, les transports publics bas carbone, l'efficacité énergétique par la rénovation des bâtiments. La régénération des territoires est un second axe essentiel. Elle implique la restauration des habitats naturels, la reforestation, la remédiation des sols pollués, la promotion d'une agriculture durable. » Il juge qu'une planification stratégique pour promouvoir ces priorités est indispensable, et qu'elle implique « d'emprunter les outils d'après-guerre, tels que le recours si nécessaire aux nationalisations, au contrôle des prix, aux subventions et garanties publiques sous conditions, ce qui implique d'abord l'élimination totale des subventions aux énergies fossiles ». ● **BERNARD MARX**

Malika Zediri

« On va rentrer dans une période où ça va licencier à tour de bras »

Malika Zediri est une militante de longue date des droits des travailleurs, des chômeurs et des précaires. Elle travaille dans une résidence qui accueille des personnes en situation de handicap psychique et mental. Le confinement, pour elles, est encore plus difficile voire incompréhensible.

SUR LE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ

« Je n'ai pas tout compris ce qu'a dit Muriel Penicaud ce matin sur France Info. »

« On demande l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage. »

« On voit bien l'importance de nos protections en ce moment. »

« On va rentrer dans une période où ça va licencier à tour de bras. »

« De nombreuses entreprises et artisans ne se relèveront pas de ce que nous sommes en train de vivre. »

« Y'a des gens qui n'ont plus rien pour vivre. »

« Ce gouvernement est nul en tout. Je ne leur fais pas confiance. »

SUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

« Les personnes handicapées sont les grandes oubliées de la crise. »

« J'ai de la chance de travailler dans un endroit où les gens sont bien traités. »

« Le chômage et la précarité créent de la pathologie et là on est en plein dedans. »

« Le confinement est très difficile pour nos

résidents, handicapés psychiques ou mental. »
« Le confinement fait augmenter les crises, les
angoisses, les chamailleries entre les gens. »

SUR LES CONDITIONS SANITAIRES DANS LES CENTRES

« On gère la pénurie. »
« Tout le secteur psychiatrique était déjà à l'os.
»
« On n'est pas en mesure de donner des
masques aux résidents. »
« On nous avait expliqué que le masque n'était
pas nécessaire pendant plusieurs semaines.
Pour nos résidents, c'est incompréhensible. »
« On a des résidents qui ont été verbalisés.
Ils n'ont que des petits revenus, parfois ils ne
touchent que l'allocation adulte handicapé. »

Sur le rôle de la gauche
« La gauche doit réfléchir ensemble et vite. »
« Il faut réfléchir à ce qu'on a vécu. Réfléchir
à ce pourquoi on en est là. Et très vite être en
situation de proposer un autre projet. »
« Il n'y a pas d'issue dans le confinement. »
« Il faut qu'on vive autrement et qu'on respecte
la planète. »

● MALIKA ZEDIRI

Samuel Churin

« Il faut arrêter avec cette politique de l'emploi à tout prix »

Samuel Churin, comédien et membre de la coordination des intermittents et des précaires, a lancé hier une pétition pour en appeler à un nouveau Conseil National de la Résistance. Il est l'invité de #LaMidinale.

SUR LA PÉTITION POUR UN NOUVEAU CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE

« Il faut reprendre les idées qui ont présidées à l'Etat Providence. Il faut revenir à la source. »

« Le CNR a eu deux bonnes idées : prendre des mesures immédiates et préparer l'avenir de manière plus pérenne. C'est ce qu'il faut faire aujourd'hui. »

« On ne parle pas des plus précaires dans les médias, c'est-à-dire ceux qui vont échappé au chômage partiel : les intermittents de la restauration par exemple. Ils n'ont rien, ils sont en train de crever de faim. C'est la même chose pour les intermittents du spectacle. »

SUR LE REVENU UNIVERSEL

« Je ne donne pas de solution et ma

solution personnelle n'est pas celle d'un revenu universel. »

« Les aides du gouvernement ne répondent à rien. »

« Une mesure d'urgence, maintenant, consisterait à donner 1500 euros à tout le monde pendant plusieurs mois jusqu'à trouver des mesures pérennes. »

« Quand je parle de droit inconditionnel attaché à la personne et détaché de l'emploi c'est ce que Croizat a fait. »

« Il faut détacher les aides de l'emploi : ce qui fait que le clochard y a droit. »

« Il faut imaginer une sécurité sociale salariale. »

« Ma solution c'est une couverture par l'assurance chômage pour tous. Le modèle des intermittents montre que ça marche : nous bénéficions d'une continuité de revenus sur une discontinuité de l'emploi. »

SUR L'EMPLOI ET LE CHÔMAGE

« Il faut arrêter avec cette politique de l'emploi à tout prix. »

« A force d'emploi à tout prix, on créé des millions de pauvres. »

« On ne peut pas tout miser sur les emplois qui seront maintenus. »

« Si le coronavirus n'avait pas existé, au 1^{er} avril [avec la réforme de l'assurance chômage], les chômeurs du régime général et particulièrement ceux qui sont en activité réduite [2,2 millions de personnes], se seraient fait massacrer. »

SUR LES INTERMITTENTS DU SPECTACLE

« Les intermittents du spectacle n'ont pas été touchés par la réforme de l'assurance chômage. »

« Dans le milieu du spectacle vivant, on prévoit tous une année noire. »

« Sans mesure d'urgence, on va tous basculer au RSA. »

« Les 3/4 des compagnies misent chaque année sur le festival d'Avignon qui vient d'être annulé. »

« Depuis 15 jours nous réclamons au gouvernement de prendre des dispositions et de décréter l'Etat d'urgence sociale pour que les compagnies soient remboursées. »

SUR LES DÉCLARATIONS DU MINISTRE DE LA CULTURE

« On a un ministre de la culture qui ne prend aucune décision. »

« Nous avons des politiques qui ne

prennent aucune décision. »

« Je leur supplie de mettre en place un grand plan social pour au moins sauver les droits sociaux des intermittents du spectacle. »

« Avec le Coronavirus, l'assurance chômage va faire un grand plan d'économie. »

« Tous les intermittents doivent être renouvelés pour qu'ils puissent bénéficier de l'assurance chômage. »

« C'est pas des primes de 100 ou 200 euros qui vont régler le problème. »

SUR LES JOURS HEUREUX D'EMMANUEL MACRON

« La première décision que prend Macron, c'est un arbitrage économique. »

« L'argument sur les écoles, c'est totalement bidon. »

« Pourquoi il autorise la réouverture des crèches et pas les universités : parce que dans un cas, c'est les parents qui gardent les enfants et dans l'autre c'est pas les parents qui gardent les enfants. Donc on sait très bien que c'est le MEDEF qui ont poussé pour que les enfants retournent à l'école et que les parents puissent retourner travailler. C'est pas un arbitrage sanitaire mais un arbitrage économique. »

« L'argument des inégalités est mensonger. »

« C'est la méthode libérale qui s'impose. »

« Il faut penser continuité de salaire. »

● **SAMUEL CHURIN**

Face au Covid-19, les économistes orthodoxes ne se repentent pas

**Pour l'épisode 22 de ses « choses lues » (saison 2 !),
Monsieur Marx fait tomber un à un les économistes
orthodoxes, les vedettes françaises du mainstream et autres
sommambules incapables de se réveiller face à la pandémie
de coronavirus.**

Les économistes de la « Science économique » tiennent le haut du pavé des professionnels de la profession. Ils sont très majoritairement de sexe masculin et d'obédience néoclassique. Étant volontiers conseillers des princes politiques et économiques à qui ils fournissent expertises et avis, il n'est pas surprenant qu'ils s'expriment sur la pandémie du Covid-19.

Certains ont été ou sont encore conseillers de la Macronie. D'autres ne le sont pas. Cela n'empêche pas une communauté d'appartenance. Elle repose sur quelques fondements qui constituaient jusqu'à aujourd'hui, et malgré le premier choc de 2008, l'idéologie dominante

justificatrice du capitalisme actuel, de ses règles de fonctionnement essentielles et des politiques qui les mettent en œuvre.

Ces économistes orthodoxes qui disent la même chose ou presque¹ prétendent faire de l'économie une science exacte. Ils disent dialoguer et utiliser les sciences sociales. Mais ce sont essentiellement les sciences comportementales. Ils se sont franchement coupés de la sociologie et de l'histoire. Selon eux, l'échange marchand est le principe général de l'économie. Le monde

1. André Orléan (Sous la direction de) : *À quoi servent les économistes s'ils disent tous la même chose ? Manifeste pour une économie pluraliste*, Les Liens qui Libèrent, 2015

se compose d'individus rationnels qui entrent en interaction les uns avec les autres dans le but de maximiser leur utilité. L'État a pour fonction de permettre l'action vertueuse des marchés. Ils considèrent qu'en règle générale, il n'y a pas de problèmes qu'une bonne incitation financière ne saurait résoudre. Le rôle de l'économiste consistant à définir celles qui vont pousser les individus à choisir le bien commun.

Qu'ont-ils donc à nous dire de la pandémie du Covid-19, et est-ce vraiment utile ? Une grande préoccupation semble être que cela n'entraîne pas une remise en cause majeure ni de leur science, ni de l'économie telle qu'elle existe. Ce n'est pas pour eux un « Momentum » pour des ruptures et des bifurcations. En voici quelques exemples.

LE DÉNI DE PIERRE CAHUC

L'exemple le plus caricatural est peut-être Pierre Cahuc. Cela n'étonnera pas. Il avait accusé les économistes hétérodoxes de négationnisme². Face au Covid-19, il se trouve lui-même dans le déni le plus total. Dans une chronique publiée par Les Échos, le 2 avril, il explique que la récession sauve des vies : les causes de la mortalité sont procycliques et ralentissent en période de dépression. Moins d'activité c'est moins d'accidents, moins de mouvements, moins de contaminations infectieuses par le bras-

sage des populations. La preuve en été apportée par un professeur de l'Université de Virginie, Christopher Ruhm qui a calculé, il y a vingt ans, qu'aux USA, une augmentation de 1% de taux de chômage est associée à une diminution du taux de mortalité de 0,5 à 0,6%, soit 11.000 décès par an. Pareil avec les grèves dans les transports publics qui « malgré le chaos qu'elles peuvent engendrer, réduisent la propagation des maladies infectieuses pour les adultes et les personnes âgées ». Candide que vous êtes, vous vous dites sans doute que décidément tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Vu la récession qui arrive, il va y avoir une grosse diminution de la mortalité. Allez savoir ! Cela pourrait même compenser la surmortalité due au virus.

En tout cas, il ne faut surtout pas trouver dans cette épidémie, matière à remettre en cause et à transformer la mondialisation et la croissance mesurée par le PIB. Pour être plus sûr de sa démonstration, Pierre Cahuc limite les hypothèses. Selon lui la mondialisation qu'il appelle globalisation et la croissance, c'est plat unique. A prendre tel quel ou à laisser. Auquel cas ce serait le désastre assuré. « La croissance du PIB, assène-t-il, boostée par la globalisation, est associée à un accroissement considérable de l'espérance de vie dans l'ensemble des pays du globe. » Et ce n'est quand même pas une pandémie qui doit aboutir à jeter ces précieux bébés avec l'eau du bain contaminée.

2. Pierre Cahuc, André Zylberberg : *Le négationnisme économique et comment s'en débarrasser*, Flammarion, 2016

L'économiste beaucoup moins orthodoxe, quoique prix Nobel, Paul Krugman avait expliqué, dans le New York Times, trois jours avant l'article de Pierre Cahuc, qu'aux USA « nous avons l'espérance de vie la plus faible parmi les pays avancés, et l'écart ne cesse de se creuser depuis des décennies. Ce fossé grandissant, à son tour, reflète certainement à la fois l'absence unique d'assurance maladie universelle aux États-Unis et la montée en flèche tout aussi unique des «décès de désespoir» – décès dus à la drogue, à l'alcool et au suicide – parmi les blancs de la classe ouvrière qui ont vu les opportunités économiques disparaître. »

Et, s'agissant de l'Afrique, l'économiste togolais Kako Nubukpo³ expliquait pour sa part, le 4 avril, que le Coronavirus révèle évidemment les limites de l'insertion primaire du continent dans la mondialisation développée depuis une trentaine d'année, notamment sous les recommandations du FMI et de la Banque Mondiale. La crise à gérer dans l'urgence va être évidemment considérable, mais, explique-t-il, il nous faudra savoir aussi « profiter de cette crise » pour changer le modèle de mondialisation et de croissance.

Pour mémoire, Pierre Cahuc a notamment été l'un des soutiens les plus résolus de la réforme de 2019 de l'assurance chômage dont le gouvernement a déci-

dé de reporter l'application à la rentrée, sans abandonner sa mise en œuvre.

LA LEÇON DU PROFESSEUR TIROLE

Tous les économistes mainstream ne sont pas aussi caricaturaux. Notre prix Nobel Jean Tirole s'est même livré à un exercice d'introspection, sinon d'auto-critique. Il a posé dans Le Monde une question forte : « Allons-nous enfin apprendre la leçon ? ». In fine, dit-il, la question se résume à : « Sommes-nous prêts à dépenser suffisamment pour la recherche en santé ? Sommes-nous prêts à payer une taxe carbone pour sauver la planète ? » Plus précisément, il s'agit de « repenser notre répartition collective des ressources entre les biens de consommation courante d'un côté, et la santé et l'éducation de l'autre ».

Mais d'où vient le mal qu'il nous faut d'urgence exorciser ? Il est en nous les peuples qui sont installés dans le court-termisme et qui oublient trop vite les leçons de l'histoire. En nous « les citoyens qui ne mettent pas systématiquement la vie au-dessus de l'argent et ne sont pas prêts à réduire considérablement leur consommation en échange d'un monde plus sûr ». « Nous voudrions effacer ces pensées gênantes, ajoute-t-il, mais nous ne le pouvons pas. Si désagréables et inquiétants ces calculs froids sur les choix de santé soient-ils, nous ne pouvons pas échapper à la rationalisation de l'allocation des budgets de santé existants. »

3. Kako Nubukpo : *L'Urgence africaine*, Odile Jacob, septembre 2019

Bref, nous sommes tous responsables et tous coupables. Nous, c'est-à-dire la collectivité des individus qui peuplons ce pays et gérons mal la rareté. Nous, sans distinction de rôle, de pouvoirs, de revenu, de genre et de fortunes. Le court-termisme serait en chacun de nous, et non pas dans la domination de la finance. Les inégalités, le fait que la réduction de la consommation est un luxe que beaucoup ne peuvent pas s'offrir, ne seraient pas un problème.

La transformation de nos modèles de consommation est certainement l'une des leçons à apprendre du Covid-19. Mais comme le dit le sociologue Razmig Keucheyan interrogé par Mediapart sur le monde d'après et la sortie nécessaire du consumérisme, « il ne faut pas tomber dans le piège d'une culpabilisation individuelle. La sobriété ne peut s'organiser que collectivement. » La leçon de la crise que, selon lui, nous pourrions retenir, est donc très différente : « Même si la dimension capitaliste continue à prévaloir durant la crise sanitaire qu'on vit, j'observe qu'on parle de matériel de protection sanitaire en quantités plus qu'en prix, et qu'on sépare en partie les revenus des citoyens et leur activité productive réelle. De telles mesures renvoient à la priorité donnée à la satisfaction des besoins plutôt qu'à la solvabilité des gens. Cela me paraît très utile pour la suite, face au changement climatique. Tout l'enjeu est en effet de répartir de façon égalitaire une consommation de ressources qui doit être soutenable. »

« ON NOUS PREND VRAIMENT POUR DES COÛTS »

Des deux côtés de l'Atlantique, pour les dirigeants qui mènent des politiques néolibérales gouverner serait devoir faire des choix cornéliens mais indispensables. Entre les exigences de l'activité économique et les impératifs de la santé publique ; entre l'endiguement de l'épidémie qui paralyse l'économie mais sauve des vies et la prolongation du confinement qui sans doute sauve des vies mais peut produire d'autres dégâts sociaux et sanitaires et qui aggrave la crise économique.

Les économistes orthodoxes leur disent qu'ils ont raison. Et ils prétendent même leur donner les moyens de choisir. C'est le calcul coûts/avantages, méthode dont ils ont de longue date conseillé l'application systématique pour la détermination des politiques publiques, par exemple en matière de lutte contre le tabagisme ou de (dé)réglementation des marchés.

Les collègues de Jean Tirole, Christian Gollier, actuel directeur de la Toulouse School of Economics, et Stéphane Straub l'utilisent comme une véritable boussole pour se guider par temps de Covid-19. Selon eux, elle permet de se repérer sur trois grandes questions :

1. Est-ce que la politique passée de restriction des investissements dans les hôpitaux et dans les dépenses de santé publique est critiquable ? Leur réponse est Non. Sauf, qu'alors, on ne comprend pas pourquoi il faudrait en changer, comme

l'affirme pourtant Jean Tirole. L'argumentaire est digne de Monsieur Sylvestre des Guignols de l'info :

« Il est optimal d'investir dans un nombre de respirateurs tel que la probabilité de se retrouver en rupture de stock est égale au rapport du coût d'un respirateur par la valeur des vies sauvées grâce à son utilisation. Supposons que la survie d'un patient nécessite l'utilisation d'un respirateur pendant 2 semaines. Le prix d'achat d'un respirateur est d'environ 25.000 euros. Le coût de location pour 2 semaines ne doit donc pas être supérieur à 1.000 euros. Donc, en utilisant une valeur de la vie résiduelle sauvée de 1 million d'euro, on obtient que la probabilité d'être en manque de respirateurs ne doit pas dépasser 1 pour mille par quinzaine, ou encore 2.6% par an. Sur les 2600 quinzaines que compte un siècle, on devrait observer en moyenne pas plus de 3 quinzaines durant lesquelles notre pays est en rupture de respirateurs. Le fait que la pandémie covid-19 fasse partie de ces rares quinzaines paraît logique, sans que ceci ne signifie que la politique d'investissement sanitaire soit forcément critiquable »(sic). En fait, disent-ils, cette affaire est bien connue. C'est celle de « la gestion des stocks en entreprise, ou du marchand de journaux qui ne sait pas combien d'entre eux il pourra écouler dans la journée. »

Faut-il pleurer ? Faut-il en rire ? Rappelons seulement que, depuis plus de 15 ans, les alertes sur la multiplication des risques extrêmes notamment en matière

sanitaire sont nombreuses et que, de toute façon, le calcul des probabilités n'est pertinent, ni en situation d'incertitude radicale, ni pour les biens communs. C'est du reste pour l'avoir ignoré que les économistes de la Science économique n'ont rien vu venir de la crise financière de 2008.

2. Est-ce qu'il fallait faire un confinement coûteux en matière d'activité économique, plutôt que de poursuivre l'activité économique coûteuse en vies humaines ? Leur réponse est oui, mais jusqu'à un certain point. Le raisonnement est le même : côté coûts vous avez la baisse du PIB et côté avantages, vous multipliez le nombre de vies sauvées par le prix moyen d'une vie. Bien sûr, c'est un terrain glissant. Mais l'économiste a de l'éthique. Il ne différencie pas le prix de la vie selon le genre ou les catégories sociales. Et il a sa méthode de calcul éprouvée :

« En étudiant comment les gens eux-mêmes valorisent leur vie. Chacun peut agir pour augmenter son espérance de vie, par des gestes simples de prévention (traverser la rue aux passages pour piétons, se brosser les dents, maintenir une activité physique...) ou par des investissements de sécurité (changement de pneus, déménagement dans une zone moins polluée...). Ces actions sont souvent coûteuses, et l'étude du comportement et des prix de marché permettent d'estimer une «valeur de la vie statistique». »

Grace à cette méthode infallible nous « savons » qu'une vie en France vaut 3 millions d'euros. Ce prix de la vie humaine française a déjà servi pour trancher les problèmes de la réduction de la vitesse sur les routes, du tabagisme, de la fermeture de la maternité de Le Blanc dans l'Indre ou de l'installation d'une IRM à l'hôpital de Toulouse. La question du confinement est donc aussi simple à traiter que celle du détonateur de la bombe A.

D'un côté vous avez « la valeur d'un million de morts du covid-19. Elle est probablement équivalente à la perte de 300.000 durées de vies entières compte tenu de la distribution de l'âge des victimes de ce virus. A 3 millions d'euros la vie entière, cela nous donne une valeur de cette surmortalité égale à 900 milliards d'euros ». Et du côté coûts vous avez une chute du PIB due au confinement qui devrait être de 10% du PIB, soit 250 milliards d'euros selon les estimations de nos économistes. « Sous ces hypothèses sanitaires et économiques, le message est donc clair, concluent-ils. Entre les options du laisser-faire et du confinement, et même en faisant abstraction des questions éthiques évidentes dans ce cas, la seconde l'emporte largement sur la première. » Le gouvernement a donc fait le bon choix.

Nous voici rassurés. A vrai dire pas tant que cela. Les 10% de chute du PIB ne valent que pour deux mois de confinement. Et encore uniquement si la crois-

sance rebondit vite et fort comme après Mai-68. Mais c'est très peu probable. Coté coût ce sera sans doute beaucoup plus que 250 milliards. Et côté avantage, une vie française vaut-elle vraiment 3 millions d'euros ? Et si ce sont surtout des vieux qui meurent, est-ce que le gain ne sera pas moins important qu'un tiers de vie ? Et, est-ce que deux mois de confinement vont vraiment sauver 1 million de vie ? Est-ce à dire que si seulement 250.000 vies étaient sauvées, il n'aurait pas fallu le faire. Ou bien, il faudrait arrêter le confinement ?

Comme l'avait très bien dit l'économiste Jean Gadrey, à propos d'une étude sur le coût social des drogues en France parue en 2015 : « On nous prend vraiment pour des coûts ! ». « L'addiction à l'analyse coûts/bénéfices, avait-il ajouté, est une drogue légale qui peut nuire gravement à la santé mentale des citoyen(ne)s. À mon avis, elle devrait même devenir illégale lorsqu'elle franchit certains seuils éthiques. »

3. La troisième question est « quand et comment sortir du confinement ? ». Là encore, l'utilisation de la méthode coûts/avantages nuit gravement à l'analyse et à la réponse. Mais dans la mesure où les économistes recherchent une stratégie de sortie du confinement qui soit à la fois la moins coûteuse possible en vies humaines et qui puisse permettre une reprise de l'activité économique, cela mérite davantage la discussion. Selon, ces économistes, la bonne façon de

faire doit reposer sur deux piliers : les tests et le traçage. Ils s'inquiètent peu du risque d'une société de surveillance généralisée mais davantage des trous dans la raquette, du fait qu'une partie de la population, « sans doute celle le plus à risque (sic), ne dispose pas de téléphone portable adapté à un suivi rigoureux ». Et ils privilégient une stratégie de déconfinement axée sur la remise au travail des populations, sans du tout considérer ni les problèmes de l'école, ni celui évidemment essentiel de la sécurisation des conditions de travail et de transports.

Leurs collègues Philippe Aghion, Elie Cohen et Timothee Gigout-Magiorani ont la même préoccupation centrale de reprise de l'activité. Eux aussi misent sur un recours massif aux tests et ils poussent l'audace jusqu'à vanter le modèle allemand qui a été en capacité de mettre en œuvre cette stratégie jugée gagnante. Ils tirent même la leçon « qu'en réaction à cette crise, la France ne doit pas se contenter de relancer la demande, elle doit s'attaquer également au côté « offre » : à la fois investir massivement dans la recherche et l'innovation, et développer une véritable politique industrielle qui permette à notre pays de se réapproprier le contrôle de ses chaînes de valeur ». On ne doute pas qu'ils ont déjà pris contact, sinon avec la CGT, du moins avec leur collègue Gabriel Colletis, animateur du Manifeste pour l'industrie lancé depuis plusieurs années.

Qui plus est, la question des tests n'est pas aussi simple que cela. Dans un communiqué daté du 5 avril, l'Académie de médecine souligne que les mesures à adopter pour le déconfinement doivent d'abord avoir pour objectif « la protection de la santé ». Elle ne préconise pas un déconfinement par tranches d'âge mais par régions. Elle demande « que la décision sur la sortie du confinement ne soit pas fondée sur les résultats de tests biologiques individuels, dont la disponibilité et la fiabilité n'apparaissent pas assurées à brève échéance, et dont les implications opérationnelles seront sources de confusion. Elle préconise le lancement au plus vite, d'études de sérologie à visée épidémiologique, en vue d'apprécier le risque de survenue sur une base régionale, d'une deuxième vague épidémique. » La science économique n'aurait donc pas réponse à tout.

● **BERNARD MARX**